

Absents : Camarades Lalmand, Borremans, ~~Maxime~~ Lahaut.

Le camarade Marteau insiste pour que les réunions commencent à 1'heure

Rapport du Camarade Dispy sur la Conférence Nationale des Femmes.-

La conférence nationale des femmes a pour but de mettre en application le programme des femmes communistes qui est remis à chacun des membres du B.P. Les membres du BP sont priés de présenter leurs amendements.-

Le docteur Marteau propose que les jeunes mères bénéficient de 3 mois de congé avant et 3 mois après l'accouchement. Il demande que l'indemnité payée corresponde au salaire ordinaire. Après discussion on adopte 2 mois avant et 2 mois après.

Le docteur Marteau demande également de meilleures conditions de travail pour la ménagère par l'obligation de construire des cuisines équipées, des salles de bain et des buanderies. (adopté)

Bertha Pieterbourg demande que les femmes aient accès à la magistrature. (adopté)

Suzanne Grégoire proteste contre la protection de la dignité de la femme/ aux entreprises. Protestations des camarades Dubois et Bertha Pieterbourg qui considèrent que la femme doit être à l'abri de pressions de la part de leurs chefs. (on maintient la protection de la dignité de la femme)

Dejace propose l'aide aux ménagères, on ajoutera :
"aide ménagère aux foyers éprouvés)

Dejace s'élève contre la prime de foyer aux mères nourrices. Ce point est maintenu, mais incorporé ~~à~~ au III.

Terfve propose "augmentation de la prime dès le premier enfant."

Le programme est adopté.

Le camarade Dispy reprend alors son rapport:

La Conférence des Femmes réunira des déléguées de toutes les fédérations. Suzanne Grégoire fera un rapport qui commentera le programme et préconisera les formes d'action. Il y aura trois interventions préparées : 1) la femme au travail, 2) les ménagères, 3) la femme et l'enfant.

La Conférence sera préparée par le BP d'aujourd'hui et par une réunion de la Commission Mixte qui se tiendra demain et

Ordre du Jour : Situation Politique { Dispy.
Congrès.

Lalmand est absent, excusé pour travail préparation Congrès.

Situation Politique. Les derniers jours ont vu des grèves éclater partout. Les grèves sont généralement déclenchées par des militants syndicalistes chrétiens. Les patrons provoquent à la grève.

Un congrès régional FGTB aura lieu à Liège le dimanche 26. Il est question d'un Congrès national pour le jeudi 30.

Nous devons continuer à revendiquer une prochaine réunion CNT. Les grèves actuelles constituent une tentative de torpillage du Gt Van Acker à laquelle ont contribué certains délégués socialistes qui ont pris contact avec les délégués PSC.

D'autre part, il y a eu des contacts entre Fayant et De Schryver. Dans le Parti, la situation semble avoir été bien comprise. Pas d'hésitation chez nos militants. Ils ont mené l'action en demandant une nouvelle CNT.

Par contre chez les commerçants il y a moins de compréhension. Ils proposent que nous quittions le Gt.

Notre groupe parlementaire a fait un bon communiqué. Et ensuite le communiqué du Gt rejetant les bruits de dissension au sein du Gt ont éclairé la situation. Pour finir le manifeste FGTB sur lequel Dejace a apposé sa signature a été bon.

Il semble actuellement y avoir un apaisement, parmi les ouvriers. La situation reste tendue chez les ~~commerçants~~ commerçants.

Nous pouvons constater avec satisfaction que l'offensive politique menée contre notre participation au Gt a été éventée. Notre attitude?

Demander nouvelle réunion de la CNT.

Exiger certaines augmentations et réadaptations de salaires surtout pour les mineurs.

Dépister la grosse fraude, surtout dans la grosse industrie? où on peut constater des augmentations de 8 et 10 fois les prix d'avant-guerre. C'est dans ce sens qu'il faut orienter la lutte contre la fraude.

Il faut exiger que soient constitués partout des bureaux de dépistage de la fraude.

Insister pour que des mesures soient prises contre les collaborateurs économiques. Nous devons demander l'urgence pour l'interpellation d'Herrens.

Nous devons insister pour obtenir une audience de Van Acker.

Proposons de provoquer contacts et réunions entre les 3 partis pour mener une campagne d'éclaircissement de la défense du Gt.

Nous devrions organiser des meetings aux entreprises.

Gros intérêt soulevé parmi les ouvriers. Ainsi, hier à une conférence de cadres syndicaux à Bruxelles, 600 présents.

Tout doit être mis en oeuvre pour pousser à l'augmentation de la production.

Une directive a été lancée aux fédérations.

La résolution du BP paraîtra dans le DR lundi matin.

Ordre du Jour : Elections Communales : Glénou.
Mise au point du programme communal.

Rapport de Glénou qu'il présentera au CC.

Exposer les circonstances qui ont empêché les élections d'avoir lieu plus tôt. Souligner la nécessité de revoir les listes électorales. Rendre hommage aux communistes morts pour leur attachement à la cause de la Belgique.

Quel sera le caractère des élections communales d'octobre? Souligner résultats élections législatives : position maintenue du PC, mais cependant ~~maintenue~~ victoire des partis ouvriers. Victoire ouvrière aurait pu être plus grande par des listes unifiées.

Influence de la situation internationale et de la question royale sur les élections.

Travaux à entreprendre pour garder à la campagne électorale son caractère communal.

PC entreprendre gros efforts pour obtenir majorité dans certaines communes et dans certaines régions.

Influences que pourrait avoir une victoire du PC sur la situation gouvernementale.

Par conséquent il faut mettre tout en œuvre pour réaliser l'union des démocrates.

Unir pour battre la réaction.

Programme PC et PO sur plan communal ont de nombreux points communs. Plusieurs sections du PC ont décidé à des listes communes, mais sont parfois liées par des décisions des fédérations qui les retiennent. Devons tout faire pour les obtenir. Mais ne pas tout axer sur des listes communes et ne pas faire des concessions inutiles.

Les femmes vont représenter 54% du corps électoral. Nous citons de vieux organismes femmes, les organismes intéressés aux problèmes communaux : insuffisance des écoles, hygiène insuffisante pour les enfants, inspections sanitaires insuffisantes, pas de soins médicaux. Dans les maisons, pas d'eau potable. Question des agents, des habitations. Toutes questions auxquelles on peut intéresser les femmes.

Les Jeunes sont également un facteur important. Il faut appuyer leurs revendications, leur apprendre à voter, leur exposer notre programme. Revendiquer pour eux des salles de gymnastique, encourager leurs organisations de loisirs, les vacances scolaires, améliorer l'éducation professionnelle.

L'autonomie communale doit être maintenue et développée constituant une application du principe de la décentralisation. Elle est en ce moment fermement entamée par le pouvoir central.

Rôle des conseils communaux : voter les dépenses et les recettes, diriger l'enseignement communal, entretenir la voirie etc...

Comme avant l'ère R. nous avons jusqu'à présent beaucoup trop négligé les questions communales. Nous avons des conseillers, mais leur action se borne à voter les dépenses des conseils communaux. Nous devons populariser très largement notre programme communal en l'adaptant aux situations locales. Nous devons organiser l'intercommunalité de certaines institutions, organiser des conférences des maires. Nous devons

pénétrer parmi les jeunes et les femmes, organiser des réunions de femmes sous forme de fêtes.

Nous devons aussi nous préoccuper des commerçants : leur expliquer que l'absence d'activité commerciale influence le commerce, et exerce une influence sur la valeur des immeubles.

Sinistrés.- Sans pain de commerce on s'occupe d'eux, la commune peut jouer un rôle parmi eux, les réunir, leur parler.

Vieux.- Réalisations spéciales pour les vieux.

Organiser des réunions d'intellectuels, de personnel enseignant, d'artistes.

La presse régionale devra donner priorité aux correspondants locaux. Exclure toute attaque personnelle.

Permanences.- Ayons obtenu des résultats très réconfortants.

Il faudra y entraîner les candidats de demain.

En ce qui concerne les candidatures, il faut que les responsables des adhésions fédérales établissent des listes de camarades susceptibles d'être candidats, mais sans ordre de classement. Le classement se fera dans les sections après avis des fédérations.

Les listes de listes seront soumises à l'approbation du BP. Les listes devront être constituées pour la première quinzaine d'août.

Nous comptons organiser plus tard une conférence sur ces questions. Mandons combattre dans 90 à 95% des 2.670 communes.

Devons réserver grande place aux femmes.

Devons souligner l'importance de la bataille en cours, avons devant nous la possibilité de formation de nouveaux cadres, nouvelles possibilités de diffusion de notre presse régionale et nationale.

Nous assistons en ce moment au développement du conflit entre Van Acker et les organisations syndicales. Le CMT de moi n'a pas de satisfaction, les ouvriers demandent qu'on fasse le point au cours d'une nouvelle CMT. Demande appuyée par la Confédération de la FVTH. Revendications : rajustement de certains salaires, hausse des salaires minima, réformes de structure, index, cogestion.

Il y avait des doutes que des actions seraient menées pour appuyer les revendications des travailleurs : délégation chez Van Acker. - Action de Van Acker qui communique au Conseil des Ministres qu'il est décidé à ne pas ouvrir la CMT avant la fin de l'expérience de la loi de 1964. Ça paraît être un moyen de le pousser à Conseil à faire croire que le Conseil doit éviter ces d'écarts.

Le CMT a demandé à l'Agence à mener des actions pour faire pression d'un côté et plus que le mouvement des ouvriers est grand et considérable se manifestent comme justifié. Il aurait voulu faire connaître l'insécurité sur la route de la vie de la police qui en réalité est faible, selon la composition du ménage et le salaire de 3 à 6,5, en moyenne 4 à 5,5. Le CMT n'a apporté aucun remède au danger qui règne dans les salaires. Les réformes de structure ne répondent pas aux vœux des travailleurs. Les index qui vont paraître ne ressemblent pas à un index pondéré. Dans le domaine de la cogestion pas de progrès.

Le mouvement est justifié et légitime. Il a surgi d'un Congrès régional de la FVTH pour que soit déclenchée la grève. Ronald a senti le pouls des travailleurs, il a profité de la carence de la direction de la FVTH. Il a agité d'une grève, non pas sauvage, mais parfaitement organisée. Les actions secrètes ont précédé la grève à la FVTH. Il est seulement regrettable de constater que des éléments troubles dirigent le mouvement. Spiek a partit liée avec les dirigeants de la grève, l'attitude de Van Acker paraît.

Dès le début on a entraîné les dévotions, l'émancipation, il est question des trans. Tout cela aurait permis à Van Acker de prendre des mesures drastiques. Ces événements ont porté atteinte au prestige de la FVTH. Le mouvement est affaibli du fait que les autres régions ne suivent pas. On a même vu certaines régions de la Flandre se prononcer contre la grève.

Une deuxième démarche a été faite par la FVTH auprès de Van Acker. Au Conseil des Ministres suivant, Van Acker présente la requête des entreprises où il y a grève. Il s'élève contre les augmentations de salaires. Nous nous intervenons en montrant avec énergie notre position en évitant cependant de retirer notre confiance au CMT et en signalant que nous voulons en faire à nos lois. Spiek a pris une position assez juste. Van Acker a fait tout ce qu'il a pu, appuyé par Devos qui a cependant dit qu'il ne fallait pas provoquer les ouvriers. Troolet a proposé une formule transactionnelle : réunion avec les délégués des organisations syndicales sans tentatives y parler des salaires.

Avant fait une deuxième démarche : Sources d'écarts de salaires de 6%, mais ce chiffre est révisé de la CMT; il n'est pas question d'éviter la discussion de la question

des salaires. Si l'expérience n'est pas terminée, il faut tout de même admettre qu'elle ne peut durer éternellement. Il faut établir le bilan.

De concession en concession, nous nous sommes arrivés au comique que l'on connaît.

La réunion du Bureau du PJS semble avoir été bonne. Spassky souligne le rôle positif des communistes en sein du Gt.

Le Gt. Hal élargi s'occupe de la réunion des 3 juillet et du 1er août. Il faudra souligner les positions du Congrès. Tout ceci ne peut apparaître comme un moyen de temporiser. Il faut que la classe ouvrière reste en état d'alerte.

A l'occasion des derniers événements, nous avons pu nous rendre compte que notre politique si elle est juste est néanmoins très difficile. Il nous est difficile de maintenir le contact avec les masses. Notre politique réaliste se paye très cher. La situation actuelle ne donne pas satisfaction et nous en sommes tous responsables, nous apparaissons comme plus responsables que les autres parcequ'on a surestimé notre influence. Notre seule justification est que notre ligne est juste et que nous pouvons le démontrer. Comment justifier cette ligne? En posant le problème dans son ensemble. Les revendications de salaires que nous défendons dans toute la mesure du possible ne sont pas la seule question : nous devons attirer l'attention des travailleurs sur des problèmes à caractère plus politique notamment la situation internationale et sur le plan national la lutte entre la démocratie et la réaction, qui s'affrontent. Nous devons attirer l'attention des travailleurs sur le monde qui se précipite à l'occasion des élections communales. La réaction fait un effort pour rentrer au Gt. La dévaluation nous menace avec toutes ses conséquences tragiques pour les travailleurs.

July 46

BP02_1946_07

Exposé de la situation politique par le Camarade LALMAND

Situation quelque peu moins tendue qu'il y a 8 jours. Trois menaces pesaient sur le gouvernement:

1°/ Conflit Van Glabek-Rollin.

La situation s'est aplanie. A remarquer que notre porte-parole au Sénat, Fonteyne, n'est pas intervenu assez énergiquement contre la thèse de Van Glabek tendant à disculper les collaborateurs économiques.

2°/ Conflit entre les présidents des deux Chambres et le gouvernement.

Ici également, la situation s'aplanit, demain, réunion des bureaux des deux Chambres, ici également, insuffisance d'énergie de la part de nos camarades du Sénat.

3°/ Conflit entre le gouvernement et les travailleurs.

Tenant compte de l'attitude provocante de Van Acker, on peut considérer que la réunion de la CNT d'abord du 5 juillet et, ensuite, du 1er août, constitue un succès. Contrairement à la décision de Van Acker, la question des salaires est discutée mais il serait faux d'être satisfait et surtout de croire que les résultats donneront satisfaction aux travailleurs.

Aspects positifs: on accorde une situation spéciale aux mineurs, une promesse de révision des bas salaires mais, en ce qui concerne les rajustements, les promesses sont très vagues. En ce qui concerne l'index, il ne vaut pas mieux que celui d'avant-guerre.

Conseils d'entreprises: cette question sera traitée entre commissions paritaires.

Délégations syndicales: le succès est plus marqué bien que moins capital, la reconnaissance syndicale étant acquise au sein des entreprises.

Il faut plus que jamais tenir les ouvriers en haleine et qu'ils fassent du 1er août une échéance à laquelle ils devront obtenir satisfaction sur le plan des salaires. Il faudra également établir soigneusement les autres revendications à discuter. Excellente position de la FGTB de Bruxelles qui organise de nombreux meetings.

Tâche essentielle: mobiliser les ouvriers aux entreprises.

Nous attacher spécialement à la question des mineurs.

Il y a unité dans le domaine des revendications. Il faut mettre tout en oeuvre pour maintenir cette unité, ils demandent 20 Frs par jour mais cette revendication semble manquer de fermeté.

Mercredi prochain, conférence nationale des mines au cours de laquelle les trois syndicats devront défendre la même position.

Il y aurait lieu de demander le plus rapidement possible un congrès restreint de la FGTB au cours duquel on proposerait le réajustement immédiat des salaires, l'augmentation des salaires minima à 9,50 - 12 et 15 Frs; exiger pour le 1er août une solution d'ensemble. Il faut que la FGTB à la CNT d'août présente des revendications très étudiées.

La dernière réunion de la CNT a révélé que les dirigeants syndicaux semblent avoir repris leur rôle d'avant-guerre de conciliateurs en se faisant des avocats qui plaident contre plutôt que pour les travailleurs. Il faut qu'au cours du congrès extraordinaire de la FGTB, les dirigeants soient mis au pied du mur et sachent qu'ils doivent défendre les ordres du jour au cours des négociations.

Le gouvernement Van Acker ne s'appuie pas sur les masses et il rencontre de moins en moins de sympathie. La question se pose: le P.C. a-t-il intérêt à continuer à collaborer? Jusqu'à maintenant, nous avons examiné le danger de voir un gouvernement avec participation PSC, succéder au gouvernement actuel. Nous approchons des élections communales dont les résultats déborderont largement du cadre des communes et influenceront la situation du pays et le genre de gouvernement que nous aurons ultérieurement.

Il y a tendance à nous rendre responsables de la politique impopulaire du gouvernement et il est à craindre que, dans ces conditions, nous sommes exposés à voir les élections refléter un mécontentement.

De mauvais résultats auraient comme corollaire que le PSC en obtiendrait de bons et que l'on verrait se constituer un gouvernement PSC-PSB, apparaissant comme le seul capable de ~~réussir~~ sortir le pays de l'ornière.

La situation mérite d'être examinée de très près. Nous devons prouver aux travailleurs que nous continuons à défendre leurs intérêts sans les faire dépendre d'une participation au gouvernement, nous devons démontrer qu'aujourd'hui comme hier c'est là notre but principal.

Comment faire cette preuve?

Elaborer une série de revendications que nous présenterions à la masse: le P.C. a collaboré au gouvernement pour telles et telles raisons mais il entend faire dépendre sa collaboration de ce que le gouvernement donne satisfaction aux travailleurs.

Nous quitterions éventuellement le gouvernement si Van Acker refusait de donner satisfaction aux justes revendications des travailleurs.

Il y a également la question des paysans et des classes moyennes à qui la politique de baisse des prix coûte très cher alors qu'elle donne très peu de satisfactions aux travailleurs.

Nos meetings aux classes moyennes rencontrent peu de succès, ce qui prouve qu'on nous endosse une bonne responsabilité.

Notre activité ne peut se limiter au plan parlementaire et au plan gouvernemental, elle doit être portée sur le plan du contact direct avec les travailleurs par la défense de leurs intérêts les plus directs.

C'est dans ce secteur que le Parti est le moins actif. Le travail quotidien parmi les travailleurs est négligé tant sur le plan syndical que sur celui du Parti. Ici, se pose une question d'organisation: les sections d'entreprises sont placées sans le contrôle des sections locales qui sont souvent dépassées par l'importance de la tâche. C'est une erreur que d'imposer aux sections d'entreprises d'être tenues en tutelle par les sections locales.

Notre travail aux entreprises est insuffisant, certaines sections d'entreprises à Liège comptent aujourd'hui moins de membres que pendant l'occupation.

En ce qui concerne les classes moyennes et les paysans, nous n'avons pas assez de soucis de nous mêler à eux.

Aujourd'hui, nous avons la possibilité de prendre leur défense sur la question des marges bénéficiaires.

En résumé, notre participation au gouvernement se pose en rapport avec le gouvernement dont nous risquons d'être dotés après les élections, mais il s'agit de quitter le gouvernement dans des conditions telles que nous renforçons la confiance des masses laborieuses dans le Parti.

S'il s'avère utile de quitter le gouvernement, je considère qu'il y aurait lieu de le faire assez rapidement car il ne faut pas qu'un départ à la veille des élections apparaisse comme une manœuvre électoraliste.

VAN AERSCHOT

Regrette de nous voir éventuellement quitter le gouvernement au moment où Borremans et Terfve commencent à réaliser quelque chose.

COENEN

Si nous voulons quitter le gouvernement, il y a la question des salaires et ses corollaires et nous avons tout le mois de juillet pour préparer les masses. Il y a aussi la question des nationalisations qui pourrait peut-être être soulevée par celle du charbon. Je me suis demandé si nous n'aurions pu quitter sur la question Rollin mais je pense que cette question ne reconstruit suffisamment la sympathie du pays.

Étant donnée la position de Van Acker, je crains que notre possibilité au sein du gouvernement soit plus que limitée. Nous devons nous appuyer sur les mouvements de masses et peut-être quitter le gouvernement à l'échéance du 1er août.

GLINEUR

Rectifie l'intervention de Lalmand concernant la position des communistes au bureau du Sénat qui a été beaucoup plus ferme que Lalmand ne le pense.

En ce qui concerne la sortie du gouvernement, est convaincu que la rupture provoquerait un soulagement parmi les masses ouvrières.

On commence à nous mettre dans le même sac que les socialistes ~~de l'ancien~~ d'antan. Cette position, si elle n'est pas générale, est fort répandue. Nous avons enregistré des démissions dans le Parti. Des questions de réforme de structure intéressent les ouvriers quoi/qu'on en pense.

DEJACE

Considère que, même si nous quittons le gouvernement à la veille des élections, cela ne nous fera aucun tort si nous le faisons avec l'appui des travailleurs.

La CNT n'a pas donné de bons résultats. Il y a eu des manœuvres tendant à freiner les décisions du congrès. Finet a été jusqu'à proposer de ramener tous les prix à 250. Dans l'ensemble, ils ont été très faibles et ont refusé de présenter l'élargissement du commissionnement proposé par le Ravitaillement aux autres ministères.

En ce qui concerne les conseils d'entreprises, il paraîtrait qu'au cours d'un B.P., il aurait été déclaré impossible d'imposer les conseils d'entreprises dans les cahiers de charges de la Reconstruction.

tion et des Travaux Publics. Lalmand répond qu'en effet c'est très difficile pour des Ministres d'imposer de telles conditions. Dejace signale que l'unité syndicale avec les chrétiens est moins réelle qu'on ne peut le penser et que leur position est souvent démagogique. Ainsi, ils réclament 20% au lieu de 20 Frs. (le B.P. considère que ce n'est pas de la démagogie). D'accord de réagir contre le rôle conciliateur des dirigeants syndicaux. Peut-on les interpeler ouvertement? Il signale qu'il a voté contre la résolution de la CNT.

VAN HOORICK

Les masses considèrent que les communistes sont devenus comme les autres. Grand mécontentement chez les classes moyennes, de même aux services publics. Au dernier C.C., il y a eu un grand soulagement lorsque Lalmand a dit que, dans certaines conditions, nous ne pourrions rester au gouvernement. Je crains que les élections communales donnent un mauvais résultat, les communistes apparaissant responsables de la situation actuelle. Après cela, ce serait l'excuse pour constituer un gouvernement PSB-PSC.

Un recul communiste aux élections communales déservirait la démocratie que nous voulons défendre.

A mon sens, nous avons manqué le moment favorable de quitter le gouvernement lorsqu'aux grèves de Liège, Van Acker a refusé de convoquer la CNT (on souligne que c'est une erreur et que la CNT a été convoquée). Van Hoorick est d'accord de déposer un cahier de revendications. Il fait remarquer que Van Acker n'a pas reçu la délégation du C.C.

BORRIEMANS

Tous les travailleurs ne disent pas ce que rapportent Glineur et Van Hoorick. Ne pas perdre de vue que Van Acker jouit encore d'une certaine popularité. Il a mené sa campagne électorale sur le blocage des prix. Nous ne pouvons apparaître comme des suivistes.

D'accord de déposer le cahier de revendications mais je ne pense pas que cela aura pour conséquence de nous faire quitter le gouvernement. Ces revendications ne doivent pas être démagogiques.

A mon sens, nous sommes toujours au gouvernement, précisément parce qu'il y a eu des actions ouvrières.

Il y a un danger à voir constituer un gouvernement réactionnaire suite à notre départ.

MARTEAUX

Insiste sur la popularité de Van Acker.

Les ouvriers considèrent que c'est à eux qu'on demande tous les sacrifices. Je considère que l'ennemi n°1 du P.C. est le P.S.B. Marteaux s'élève contre les rapports fraternels avec certains dirigeants socialistes.

Partage les inquiétudes en ce qui concerne les élections communales. Les fédérations préparent-elles leur travail? Les sections locales devraient être réunies. Que va-t-on nous présenter comme candidats dont l'importance est cependant capitale sur le plan communal?

Marteaux signale le danger de l'orgueil, de la prétention et de la bureaucratisation de certains camarades.

Il signale les tiraillements, les difficultés au sein du gouvernement; lorsqu'il s'agit de promouvoir des propositions socialistes il est toujours d'accord tandis qu'il combat les nôtres.

LAHAUT

Le moment est venu d'examiner la situation. Nous avons eu raison de rester au gouvernement jusqu'à maintenant car nous n'aurions pu justifier notre sortie et nous n'aurions pas été suivis. La FGTB aurait dû prendre une position beaucoup plus nette lorsqu'à la veille de la CNT Van Acker a refusé d'examiner la question des salaires.

Au dernier C.C., nous avons posé la question de la participation. Notre résolution a réjoui les travailleurs par sa prise de position nette. Le mécontentement est grand partout. Malheureusement, en Belgique, nous n'avons pas derrière nous un CGT française pour nous épauler. Ainsi, position capitulaire de Degère qui s'est élevé contre les grèves.

Les commerçants se plaignent de la baisse de 10%.

Nous allons vers les élections, c'est le moment de prouver que nous sommes les défenseurs de tous les travailleurs.

Signale le peu d'enthousiasme.

Il y a de nombreuses manœuvres tendant à nous discréditer pour justifier, après les élections, la constitution d'un gouvernement PSB-PSC.

Rappelle les difficultés soulevées pour nous par le retrait du secours civil à la veille des élections législatives.

Souligne que le PSC préfère aller aux élections dans l'opposition. Marque son entier accord avec la position de Lalmand.

DISPY

La question n'est pas de se prononcer pour ou contre la collaboration au gouvernement mais plutôt d'examiner quelles sont les perspectives que nous donne le gouvernement actuel. Dans beaucoup de domaines, le gouvernement a apporté de mauvaises choses. Les masses ne comprennent pas comment la collaboration des communistes n'apporte pas plus aux masses laborieuses. Si le gouvernement actuel ne nous donne guère des perspectives, la composition parlementaire actuelle ne nous en donne guère plus. Au Parlement, il n'y a pratiquement pas de majorité démocratique car la réaction peut toujours compter sur une partie des libéraux et même de certains socialistes. Il nous appartient à nous, communistes, moins de perspectives. En ce qui concerne le Parlement, il faudrait aller vers une dissolution et cette question devrait être liée à celle des élections communales. Il faut que les élections communales corrigent les mauvais résultats des élections législatives. Naturellement, nous ne devons pas décider bureaucratiquement que nous allons quitter le gouvernement, il faut que toute notre politique se développe en liaison étroite avec l'action des masses. Quelles sont les revendications sur lesquelles il faudrait insister:

Le problème des salaires. Nous devons soutenir l'augmentation de 20 Frs par jour pour les mineurs. Nous devons favoriser le mouvement d'action commune des syndicats à Charleroi.

Si les résultats à la Conférence Nationale des Mines ne sont pas satisfaisants, nous devons agir.

Le rajustement des salaires doit également retenir notre attention. Il y a un plafond de 210 en vigueur actuellement. Des organisations syndicales proposent de le relever à 250. Nous pourrions appuyer cette revendication (Lalmand propose l'alignement au plafond supérieur des mêmes catégories). Nous devons nous baser sur quelques grands principes: équilibre entre les différentes branches et différentes régions, minima de 250%.

Nous devons assurer des marges bénéficiaires équitables. L'élaboration de l'index devrait figurer dans les revendications syndicales.

La question la plus délicate en ce moment est celle des nationalisations.

Comment procéder? Il ne faut pas commencer par un ultimatum. Nous devons formuler, dans notre ordre du jour, ce que nous entendons voir réaliser non seulement par la CNT mais aussi par le gouvernement au bénéfice de tous les travailleurs et également au bénéfice de tous les victimes de la guerre. Cet ordre du jour devrait être largement popularisé.

Nous devons mettre tout en oeuvre pour que la délégation du C.C. soit reçue par Van Acker.

Conclusions de Lalmand

Je ne pense pas que nous ayons commis des erreurs de tactique et que nous aurions dû quitter le gouvernement plus tôt.

Si nous n'étions pas pour la collaboration à tout prix, nous ne sommes pas pour le départ à tout prix. Notre attitude se détermine en fonction des intérêts de la démocratie.

Avant de décider de quitter le gouvernement, nous devons être assurés d'être suivis.

~~XX~~

Quels points devons nous préciser ?

D'abord, ceux qui ont trait aux travailleurs:

1°/salaires des mineurs, salaires minima, rajustements.

2°/cogestion.

3°/index du coût de la vie.

4°/contrôle des prix de revient.

5°/rattachement des salaires à la production.

La revendication la plus faible est celle des nationalisations nous devons trouver une formule qui ne permette pas de dire que nous faisons de la démagogie.

Ensuite, les revendications des paysans: 1°/prix rentables.

Celles des commerçants: révision des marges bénéficiaires.

Enfin, celles des sinistrés; prisonniers politiques et de guerre.

Nous devons également nous expliquer clairement sur la collaboration économique.

Si Van Acker refuse, nous entrerons dans l'opposition.

Nous ne devons pas nous leurrer et nous imaginer que notre retrait du gouvernement assurera notre succès. Nous devons suivre de très près les réactions des masses. Si notre ultimatum provoque un grand enthousiasme, ce sera naturellement excellent, mais il faudra en être assuré.

Dispy a fort bien souligné l'influence considérable des résultats des élections ~~XXXXXXXXXXXX~~ sur la situation gouvernementale. Nous devons faire comprendre que la situation confuse dans laquelle nous nous trouvons est tout au bénéfice de la réaction et que nous aurions avantage à aller vers de nouvelles élections législatives.

Quant aux décisions immédiates, je propose non pas de faire prendre position au B.P. mais au C.C. Le B.P. d'aujourd'hui se contenterait de protester contre le refus de Van Acker de nous recevoir et signalerait que la CNT n'a pas donné les résultats espérés. Cela nous permettrait de prendre le pouls de la population pendant quelques jours.

Dispy considère que cette proposition nous fait aller trop vite.

Le B.P. propose que, dans l'ordre du jour, le Secrétariat soit chargé de la convocation éventuelle d'une réunion extraordinaire du C.C. qui formulerait les revendications qui seraient présentées à Van Acker.

Le B.P. considère qu'il est trop tôt aujourd'hui mais que, le 28 à la veille de la CNT, il serait trop tard.

Glineur signale que les socialistes sont d'accord de modifier le ~~quorum~~ au Sénat. Le B.P. propose que Glineur réclame l'urgence.

Interventions sur rapport Van Hoorick sur question des Jeunes.

Lalmand.-

Il n'y a pas lieu de constituer un groupe d'étudiants marxistes, étant donné qu'il existe un groupe communiste de l'Université. Le mouvement estudiantin doit être plus large qu'un groupe marxiste.

En ce qui concerne les jeunesses syndicalistes, il y a deux écueils : la substitution à un mouvement plus large, la séparation du mouvement syndical en jeunes et plus âgés.

Pourquoi ne pénétrons-nous pas mieux parmi les Jeunes, alors que la jeunesse devrait être enthousiasmée par ~~notre~~ nos mots d'ordre? Parceque nous les présentons mal, et que nous ne parlons pas aux Jeunes le langage qui convient.

En ce qui concerne la jeune fille, peut-être aurions-nous avantage à créer un mouvement pour elles : les Jeunes Gardes Populaires Féminines. La base d'organisation serait séparée, quitte à trouver des formes d'activité en commun.

Nous désirons créer un mouvement plus large qu'un mouvement communiste, par conséquent, la plateforme doit être plus large et permettre de donner à la jeunesse l'orientation favorable à la propagation de nos idées, et au recrutement au Parti. Il faut que les non communistes se sentent à l'aise dans le mouvement de masse. Si les jeunes veulent s'orienter vers un monde meilleur, ils rencontrent sur leur route des forces qui leur barreront le chemin, ainsi ils verront la différence entre la démocratie et la réaction. La question des écoles doit occuper fortement les jeunes, il faudrait insister ~~sur la question des écoles~~ pour qu'il fassent revivre les amicales d'anciens élèves d'écoles.

Comment le P. peut-il aider les JGP? En leur donnant des cadres, car l'armature des mouvements de jeunesse peut être plus âgée qu'eux, ces éléments bénéficiant d'un certain prestige. Il faut les choisir parmi des gens aimant la jeunesse et ayant des compétences : personnel enseignant, moniteurs de jeunesse, scouts; techniciens des sports. L'aspect technique du problème est très important, sans vouloir faire de nos jeunes uniquement des joueurs de football ou de ping pong, c'est au travers de ces activités qu'il faut les organiser et ainsi les entraîner à une activité politique, mais non pas faire uniquement de la politique qui rebute les jeunes.

Nous devons tenir compte des enseignements du passé et éviter que les JGP apparaissent comme une organisation camouflée du Parti. Éviter les mots d'ordre impératifs. Il ne faut pas imposer mais défendre la ligne. Il faut que les principes démocratiques soient appliqués au sein des JGP. Il faut à la tête des JGP d'autres éléments que des communistes.

Les difficultés matérielles sont énormes. Il existe une seule organisation démocratique qui peut entrer en compétition avec les organisations catholiques, ce sont les scouts. Depage propose de créer à l'initiative du mouvement scout, un vaste mou-

vement auquel adhéreraient toutes les organisations démocratiques de jeunesse ~~XXXXXX~~ qui conserveraient leur entière autonomie. L'avantage serait que cet organisme qui jouit déjà d'un certain prestige pourrait faire valoir les revendications des jeunes auprès des pouvoirs publics, obtenir des conditions avantageuses d'achat pour matériel de sport etc.... Ce mouvement pourrait également nous aider pour la recherche de moniteurs de jeunesse.

Dejace.

Précise l'attitude des syndicats à l'égard des mouvements de jeunesse. Il existe une commission de la jeunesse. De Bock est désigné pour la partie flamande, Dejace pour la partie Wallonne. Le MSU est partisan d'un mouvement de jeunesse syndicale, il est combattu par certains wallons qui craignent une concurrence aux jeunesse socialistes. En Flandre, on préférerait voir naître un mouvement plus large qui serait subsidié par les partis coopératives, les mutualités. Ce mouvement pourrait devenir un mouvement rival de la JOC. A Bruxelles, il y a un mouvement de jeunesse syndicale.

Si on accuse les JGP d'être une organisation communiste, c'est parcequ'il n'existe au sein du P. aucune organisation s'occupant de la jeunesse. Je propose que pour remédier à cette situation, il y ait au sein du P. Une commission de la jeunesse

La JGP devrait travailler beaucoup plus dans les écoles. Avons-nous suffisamment utilisé les membres du Parti, parents, instituteurs qui pourraient s'occuper des enfants, leur faciliter leurs études? les aider dans l'organisation de leurs loisirs.

Devrions également nous occuper des jeunes à l'armée.

Coenen.

Ce ne sont pas les jeunes qui vont au PSC mais le PSC qui va vers les jeunes.

Buisseret est partisan d'aider les jeunes, de leur trouver des locaux. Il ~~XXXXXXXXXX~~ envisage de modifier les programmes par plus de cours en plein air. Il préconise de meilleurs salaires au personnel enseignant, pour les heures supplémentaires. Il faut resserrer les liens entre les jeunes et le personnel enseignant.

Il faut de sous-entendre que les J.C. ont été une erreur il faut au contraire polémiquer avec ceux qui voudraient voir créer, maintenant, des J.C.

Les dirigeants doivent être politiques et techniques. Il faut insister sur la nécessité d'avoir des techniciens. Les problèmes politiques viendront après.

(Lalmand signale qu'il ne faudrait pas tomber dans l'erreur de certains de nos amis flamands qui ne veulent plus entendre parler de politique pour ne pas compromettre le mouvement.

En ce qui concerne les jeunes en service militaire, il faudrait créer des cercles de conscrits. Devrions également nous occuper de l'enseignement technique et des salaires.

Le gouvernement, depuis tout un temps, donnait des signes de faiblesse et de malaise. Nous en connaissons les causes: manque d'homogénéité de l'équipe qui a amené la politique incohérente du gouvernement Van Acker.

La crise s'est produite pour une question dont on n'attendait pas de tels résultats: il s'agissait d'un conflit personnel entre Van Glabbeke et Loppens.

Origines de l'affaire: intervention de Demany et Hoyaux, réponse malencontreuse de Van Glabbeke qui a provoqué la réaction de Rollin. Cet incident est venu se greffer sur une situation d'extrême confusion dans le domaine de la reconstruction économique. Il y a eu un échange de lettres entre Van Glabbeke et Loppens et Van Glabbeke s'est montré particulièrement maladroit. En résumé, un haut magistrat accuse de forfaiture de Ministre de la Justice qui répond simplement que ce n'est pas vrai. Le gouvernement blanchit les deux en les renvoyant dos à dos. Ou bien les accusations de Loppens sont vraies et le Ministre de la Justice ne peut rester à son poste ou bien c'est faux et il est inadmissible qu'un magistrat calomnie un Ministre

en fonction. Nous nous sommes ralliés à la position du gouvernement pour éviter de le faire tomber mais nous n'avons pas marqué notre accord pur et simple. ~~Après discussion des différents points~~

Au Parlement, cette question a divisé les socialistes mais finalement Rollin est resté seul.

Ici, se pose le cas du sénateur Kinet qui s'est absenté au moment du vote. Si Rollin avait modifié son vote pour éviter la chute du gouvernement, nous aurions été, par la faute de Kinet, responsables de la chute du gouvernement. Le Secrétariat propose au B.P. d'inviter Kinet à démissionner comme sénateur. Pour cela il faudrait se mettre en rapport avec les libéraux et socialistes de Liège en vue de son remplacement.

Il serait souhaitable que la solution de la crise gouvernementale soit rapide: tout piétinement dans le domaine économique retarde la rénovation et le rééquipement du pays et, par conséquent, aggrave notre situation financière, ce qui est d'autant plus grave que la situation mondiale, elle-même, est dangereuse. Les répercussions seraient particulièrement graves dans le domaine social et dans le domaine politique car une crise longue ne renforcerait pas le prestige de la démocratie et du régime parlementaire.

La crise actuelle met en évidence la faiblesse de la majorité démocratique puisque une seule voix suffit à faire tomber le gouvernement. Il est cependant à craindre que la crise soit longue.

Nous devons baser notre position sur la résolution de notre dernier C.C.

J'ai été reconvoqué chez Van Acker qui m'a redit sa conviction que seul un gouvernement d'union nationale pouvait permettre de gouverner. Je lui ai demandé quelles étaient les conditions du P.S.C. et son attitude quant à la question royale. Il m'a répondu que la situation était difficile pour les chrétiens et que certains d'entre eux étaient partisans d'un compromis sur la question royale et seraient d'accord avec le dépôt d'un projet de loi permettant la consultation populaire,

et prendraient l'engagement que le Parlement s'étant prononcé, ils considéreraient la question liquidée.

En ce qui concerne la collaboration avec les communistes, il y aurait chez les P.S.C. une résistance mais qui ne serait pas insurmontable.

Je lui ai fait remarquer qu'il y avait une série de points dont il devrait tenir compte pour la constitution d'un nouveau gouvernement.

- 1°) tenir compte des intérêts des travailleurs et leur donner satisfaction sur une série de points: mineurs - maxima - rajustements.

Toute augmentation de salaire devrait aller de pair avec le maintien des prix, ce qui nécessiterait donc un sévère contrôle des prix.

- 2°) Tenir compte du mécontentement des petits commerçants et nécessité de revoir les marges bénéficiaires.

- 3°) Paysans: pour mobiliser la récolte, il faudra reviser les prix

- 4°) Nécessité de revoir la question des nationalisations.

- 5°) Prendre position nette dans le domaine de la collaboration économique.

Van Acker a naturellement trouvé tout cela très modéré et s'est marqué d'accord d'examiner tous ces points.

Pour constituer un nouveau gouvernement, nous devons rechercher les causes de l'échec du gouvernement précédent.

Le programme trop vague et manque de précision d'autant plus dangereux que l'équipe était dépourvue d'homogénéité.

Interprétation diverse du programme. Sur aucune question importante, il n'y avait unité de vues.

L'hypothèque des libéraux a pesé sur le gouvernement et a servi de prétexte aux socialistes pour ne pas mener action conforme aux intérêts des masses, c'était un gouvernement démocratique de nom qui en réalité était prisonnier de ses éléments les plus réactionnaires.

La question de notre collaboration se pose. Elle passionne les travailleurs en ce moment. Notre présence au gouvernement avait fait naître de grands espoirs qui, dans une large mesure, ont été déçus.

Au lendemain des élections, notre objectif était: constitution d'un gouvernement de gauche pour barrer route au P.S.C. Objectif atteint. Ce fut pour nous un succès. Mais ce gouvernement de gauche n'a pas répondu aux espoirs.

Comme nous l'avons constaté au précédent B.P., notre présence au gouvernement actuellement pourrait, si elle provoquait un recul de notre parti aux prochaines élections, faciliter la constitution par la suite d'un gouvernement P.S.B.-P.S.C.

De quoi dépendra notre collaboration au bout d'un moment? Nous devons trouver un meilleur moyen de garder un contact étroit avec les travailleurs. Notre décision devra apparaître comme leur étant nettement favorable. Nous devons donc poser des conditions très précises. Plus de programme vague, tout en évitant soigneusement la démagogie qui pourrait nous faire apparaître comme responsables de l'accession au pouvoir du P.S.C.

Voici les points principaux qui devraient être formulés:

En faveur des travailleurs: pour les mineurs, augmentation immédiate des salaires de 20 Frs par jour; pension de 75% à 50 ans pour les ouvriers du fond, à 55 ans pour les ouvriers de surface

pour 25 années de présence à la mine.

Pour les autres travailleurs: relèvement des minima à 9,50 Frs - 12 et 15 Frs; rajustement des salaires conformément aux revendications syndicales; plafonds minima de 250. Pour assurer le maintien du franc, provoquer le relèvement progressif du salaire en fonction du relèvement de la production; pour suivre la politique de baisse des prix qui doit aller de pair avec un contrôle sévère des prix de revient; participation des travailleurs à la gestion des entreprises et à la direction de l'économie nationale; publication d'un index pondéré au plus tard en septembre; hâter le statut des pensionnés de vieillesse.

Pour les classes moyennes, révision des marges bénéficiaires en tenant compte de l'incidence des frais généraux, défense de la propriété commerciale.

Paysans: assainir l'agriculture en aidant les producteurs à baisser leurs prix de revient, fixation de prix rentables.

Position très nette en ce qui concerne le châtiment des collaborateurs économiques.

Nationalisations, ~~victimes~~

Victimes de la guerre; dépôt immédiat des projets de lois pour P.P. P.G. et sinistrés.

Quel est le gouvernement capable d'appliquer ce programme ? Les socialistes ne voulant gouverner sans nous, une combinaison socialiste catholique est exclue de même d'une collaboration catholique-socialiste-libérale; quant à une combinaison catholique libérale, elle est pratiquement exclue.

Ce programme pourrait être réalisable sur la base d'une concentration démocratique axée sur le P.C.B. et le P.S.B. rejoints par les éléments progressifs, libéraux et sociaux-chrétiens.

Cependant, cette hypothèse n'apparaît pas vraisemblable car il y a peu de signes de scission au sein du P.S.B. et il n'est même pas certain qu'un tel gouvernement ne serait balayé par le Parlement, ce qui démontrerait que de nouvelles élections sont indispensables.

La perspective de la dissolution ne doit pas être rejetée sans plus. Elle apparaît peut-être comme peu favorable aux partis démocratiques, aujourd'hui, mais s'il s'avérait impossible de sortir du chaos, il faudrait transformer cette perspective en perspective favorable et cela dépendrait de notre effort.

Une autre solution est présentée par le P.S.B.: c'est un gouvernement de reconduction. Lors du dernier B.P., nous nous propositions de poser la question de notre départ du gouvernement, aujourd'hui la moitié du chemin est parcouru: il nous reste à poser nos conditions pour rentrer au gouvernement.

Nous devons soigneusement étudié nos conditions de façon à avoir la sympathie des travailleurs et ne pas apparaître comme responsables de la venue au pouvoir du P.S.C. en posant des conditions inacceptables. C'est pourquoi, nous avons eu le souci de nous rallier aux revendications syndicales.

Notre position doit être connue le plus rapidement possible, elle devra être largement diffusée par la presse, par de larges conférences, ouvertes à tout le monde. ~~XXXXX~~

Notre prise de position claire et nette est de nature à renforcer au sein du P.S.B. ceux qui sont contre la participation avec le P.S.C.

Il nous reste à décider quand nous convoquerons le C.C. Le Secrétariat pourrait en être chargé. Eventuellement, samedi en 8

LAHAUT, signale que nous devrions prendre position au sujet de Kinet. Glineur est chargé de lui parler.

Interventions:

TERFVE: d'accord pour prise de position immédiate et publication par résolutions du B.P. Préciser le plus possible nos conditions.

VAN HOORICK d'accord

BORRELIANS d'accord. D'accord de considérer que bien que j'ai trouvé cette situation si fort embarrassante, on peut conclure comme Lalmand l'a fait, que la moitié du chemin est parcouru. Nous ne pouvons être accusés d'avoir fait tomber le gouvernement et nous posons nos conditions pour une nouvelle participation. Notre situation est meilleure que lors de la constitution de ce gouvernement car il existe dans les masses un large courant d'actions qui renforce considérablement notre position. Nous ne devons pas faire de propositions démagogiques mais des propositions qui rencontreront l'assentiment des travailleurs. La crainte des socialistes et des libéraux de se séparer de nous va augmenter.

DUBOIS d'accord.

VAN AERSCHOT d'accord. Se demande si le moment n'est pas venu de voir s'opérer une scission au sein du P.S.C. la position des syndicats chrétiens n'étant pas tellement éloignée de la nôtre.

COENEN. Notre programme est particulièrement intéressant parce qu'il reprend les revendications des syndicats chrétiens qui pourront difficilement nous combattre. C'est un fait nouveau très important. Propose d'ajouter la question des loyers d'habitations, les catholiques proposent de les mettre à 200.

Ce qui sera plus difficile, ce sera de faire adopter notre programme par les libéraux et il y a beaucoup de chance de voir constituer un gouvernement sans eux.

DEJACE soulève la discussion sur la question du plafond de 250 minima en conclusion, le B.P. propose la suppression du plafond de 210

GLINEUR fait rapport sur l'affaire Kinet et le B.P. propose la démission de Kinet qui ne sera communiquée qu'après l'aboutissement des pourparlers avec les socialistes et libéraux liégeois.

DEJACE demande que le programme soit plus précis encore notamment en ce qui concerne le contrôle sévère des prix de revient, les nationalisations, les co-gestions, et l'index pondéré. Il insiste particulièrement pour que de larges actions de masses soient organisées pour appuyer ce programme.

BIJST considère qu'il ne faut pas être pessimiste quant à la possibilité de formation d'un gouvernement tel que nous le préconisons. Il est en effet très peu favorable au P.S.B. de contribuer à un gouvernement sans nous. Quant à la dissolution, seul le P.S.C. pourrait y gagner et encore ... Nous ne pouvons participer au gouvernement que si nous pouvons apporter aux travailleurs de meilleures conditions de vie. Nous avons des chances de voir les autres partis disposés à payer un prix assez élevé pour obtenir notre participation. Ce serait évidemment la meilleure solution pour sortir le pays de l'impasse. Nous devons faire comprendre aux autres partis que notre programme répond à leurs intérêts car sinon ce serait la défaite de la démocratie. Notre programme n'est pas une manœuvre, une échappa-

Clavel

toire, c'est une base réelle de gouvernement. Nous devons obtenir des échéances pour l'application de ce programme. En ce qui concerne les victimes de la guerre, il faudrait obtenir que le projet passe avant les vacances.

Nous devrions également ajouter un paragraphe concernant la politique étrangère.

Il est indispensable de mener une campagne très large pour la diffusion de notre programme qui devrait paraître dans notre journal de samedi. Il faudra organiser de nombreuses conférences au cours desquelles le Parti fera connaître sa position.

TERFVE propose que les fédérations publient des tracts.

LALMAND conclut: d'accord de prendre position contre le relèvement des loyers et de faire sauter la mobilisation civile.

En ce qui concerne les actions des travailleurs, nous allons probablement voir se dérouler une série d'assemblées dont le caractère revendicatif sera certain mais il faudrait qu'elles donnent un avis quant à la formule gouvernementale et à la plate-forme.

Une scission au sein du P.S.C. n'est pas exclue et nous devons faire l'impossible pour nous rapprocher des syndicats chrétiens.

Décisions: Le B.P. charge le Secrétariat de convoquer incessamment le C.C.

La résolution paraîtra dans le journal de samedi qui sera appelé à une très large diffusion.

Les fédérations devront organiser de nombreuses assemblées des meetings aux entreprises, éditer éventuellement des tracts afin de faire connaître très largement notre plate-forme.

Le Bureau Politique détermine les conditions de la participation communiste à un nouveau Gouvernement.

Ordre du Jour.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique réuni le jeudi 11 juillet

après avoir procédé à l'examen de la situation politique créée par la crise gouvernementale : **XX**

Constate que cette crise trouve une de ses causes dans les faiblesses de la politique de répression contre la grande collaboration économique préconisée par le Ministre de la Justice; rappelle que le Parti Communiste s'est élevé le premier contre cette politique;

Estime toutefois que les raisons profondes de la chute du Gouvernement Van Acker doivent être recherchées dans le manque d'unité de vue de l'équipe gouvernementale, dans sa politique souvent incohérente et dans ses hésitations à s'appuyer résolument sur les masses laborieuses;

Souligne qu'une crise gouvernementale prolongée constituerait pour les travailleurs et pour le pays un grave danger et favoriserait les manœuvres de la réaction et des naufrageurs du franc;

Considère que pour assurer le relèvement du pays et pour entraîner l'adhésion des masses travailleuses, le nouveau gouvernement doit être constitué, non sur la base d'engagements vagues, mais sur un programme précis à réaliser dans un temps très court; programme dans lequel devraient figurer les points essentiels suivants devaient figurer dans ce programme.

a) Pour gagner la bataille du charbon.

1° Augmenter immédiatement les salaires des mineurs sur la base de leurs revendications syndicales,

2° Fixer le taux de leurs pensions à 75% des salaires moyens. Accorder les pensions à 50 ans pour les mineurs du fond, à 55 ans pour les mineurs de surface, après 25 années de présence à la mine.

b) Pour améliorer les conditions de vie de tous les travailleurs?

1° Relver pour la date du 1er tout les salaires minima à 9, 50 pour les femmes, à 12frs pour les ouvriers non qualifiés, à 15frs pour les ouvriers qualifiés.

2° Réajuster pour la même date les salaires sur la base des revendications syndicales, supprimer le plafond de 210

3° Mettre fin au système de la mobilisation civile.

4° Etablir un index pondéré du coût de la vie.

5° Assurer la participation réelle des travailleurs à la gestion des entreprises et à la direction de l'Economie Nationale.

XX Constate que cette crise trouve une de ses causes dans la faiblesse de la politique préconisée par le Ministre de la Justice en matière de répression de la grande collaboration économique; rappelle que le Parti Communiste s'est élevé le premier contre cette politique;

2.

6° Hâter l'élaboration du statut des pensionnés de vieillesse.

c) POUR assurer le maintien du franc.

1° Poursuivre énergiquement la politique de baisse des prix en assurant ~~notamment~~ un contrôle sévère, général et impartial des prix de revient,

2° Reléver progressivement la puissance d'achat des salariés en fonction de l'augmentation de la production.

d) Pour sauvegarder les intérêts des classes moyennes.

1° Revoir les marges bénéficiaires en tenant compte de l'incidence des frais généraux.

2° Prendre des mesures législatives ^{en vue de} ~~pour~~ défendre la propriété commerciale, et notamment ~~pour~~ contrôler ^{les} ~~des~~ taux des loyers.

e) Pour relever l'agriculture.

1° Fixer des prix rentables aux producteurs en vue d'assurer la mobilisation normale des récoltes,

2° Favoriser la modernisation de l'agriculture et aider les cultivateurs à faire baisser les prix de revient des produits de la terre;

f) Pour accorder réparation aux victimes de la guerre.

Déposer immédiatement les projets de loi relatifs aux prisonniers politiques, aux prisonniers de guerre et aux sinistrés.

Assurer leur vote par le Parlement avant les vacances.

g) Poursuivre une politique d'épuration sans équivoque et assurer le châtiment rapide et exemplaire des grands collaborateurs économiques.

h) Innover une politique de nationalisation du crédit, de la production charbonnière et des transports.

i) Pour assurer la sécurité du pays

Développer des relations amicales avec toutes les puissances démocratiques et s'abstenir de conclure des accords qui pourraient menacer la paix.

Le Bureau Politique considère qu'un tel programme ne peut être réalisé que par un gouvernement nettement démocratique pratiquant une politique claire et constructive et s'appuyant sans réserve sur les masses laborieuses.

Il déclare que le Parti Communiste est prêt à assumer ses responsabilités dans un gouvernement constitué sur les bases d'un semblable programme, mais que par contre, il refuserait sa collaboration ou son appui à une formation qui

3.

~~ne~~ ne tiendrait pas compte des intérêts des travailleurs
et ~~qui~~ favoriserait le retour de la Réaction au pouvoir.

Le Bureau Politique charge le Secrétariat de convo-
quer ~~dans un bref délai~~ le Comité Central du Parti.

très prochainement.

Le Bureau Politique détermine les conditions de la participation communiste à un nouveau Gouvernement.

Ordre du Jour.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique réuni le jeudi 11 juillet

après avoir procédé à l'examen de la situation politique créée par la crise gouvernementale :

Constata que cette crise ^{en matière} trouve une de ses causes dans les faiblesses de la politique ^{de} répression ~~contre~~ la grande collaboration économique préconisée par le Ministre de la Justice; rappelle que le Parti Communiste s'est élevé le premier contre cette politique;

Estime toutefois que les raisons profondes de la chute du Gouvernement Van Acker doivent être recherchées dans le manque d'unité de vue de l'équipe gouvernementale, dans sa politique souvent incohérente et dans ses hésitations à s'appuyer résolument sur les masses laborieuses;

Souligne qu'une crise gouvernementale prolongée constituerait pour les travailleurs et pour le pays un grave danger et favoriserait les manœuvres de la réaction et des naufrageurs du frene;

Considère que pour assurer le relèvement du pays et pour entraîner l'adhésion des masses travailleuses, le nouveau gouvernement doit être constitué, ~~non~~ sur la base d'engagements vagues, mais ~~sur~~ un programme précis à réaliser dans un temps très court; // programme ~~dans lequel~~ devraient figurer les points essentiels suivant :

41 Dans ce

a) Pour gagner la bataille du charbon.

1° Augmenter immédiatement les salaires des mineurs sur la base de leurs revendications syndicales,

2° Fixer le taux de leurs pensions à 75% des salaires moyens. Accorder les pensions à 50 ans pour les mineurs du fond, à 55 ans pour les mineurs de surface, après 25 années de présence à la mine.

b) Pour améliorer les conditions de vie de tous les travailleurs

1° Relèver pour la date du 1er sont les salaires minima à 9, 50 pour les femmes,

à 12frs pour les ouvriers non qualifiés,

à 15frs pour les ouvriers qualifiés.

2° Réajuster pour la même date les salaires sur la base des revendications syndicales, supprimer le plafond de 210

3° Mettre fin au système de la mobilisation civile.

4° Etablir un index pondéré du coût de la vie.

5° Assurer la participation réelle des travailleurs à la gestion des entreprises et à la direction de l'Economie Nationale.

2.

3^e Motif l'élaboration du statut des pensionnés de vieillesse.

c) POUR assurer le maintien du franc.

1^o Poursuivre énergiquement la politique de baisse des prix en assurant notamment un contrôle sévère, général et impartial des prix de revient.

2^o Relayer progressivement la puissance d'achat des salariés en fonction de l'augmentation de la production.

d) Pour sauvegarder les intérêts des classes moyennes.

1^o Réviser les marges bénéficiaires en tenant compte de l'incidence des frais généraux.

2^o Prendre des mesures législatives ^{en vue de} défendre la propriété commerciale — notamment par le contrôle du taux des loyers.

e) Pour relayer l'agriculture.

1^o Fixer des prix rentables aux producteurs en vue d'assurer la mobilisation normale des récoltes.

2^o Favoriser la modernisation de l'agriculture et aider les cultivateurs à faire baisser les prix de revient des produits de la terre.

f) Pour accorder réparation aux victimes de la guerre.

Déposer immédiatement les projets de loi relatifs aux prisonniers politiques, aux prisonniers de guerre et aux sinistrés.

Assurer leur vote par le Parlement avant les vacances.

g) Poursuivre une politique d'épuration sans équivoque et assurer le châtiment rapide et exemplaire des grands collaborateurs économiques.

h) Innover une politique de nationalisation du crédit, de la production charbonnière et des transports.

i) Pour assurer la sécurité du pays

Développer des relations amicales avec toutes les puissances démocratiques et s'abstenir de conclure des accords qui pourraient menacer la paix.

Le Bureau Politique considère qu'un tel programme ne peut être réalisé que par un gouvernement nettement démocratique pratiquant une politique claire et constructive et s'appuyant sans réserve sur les masses laborieuses.

Il déclare que le Parti Communiste est prêt à assurer ses responsabilités dans un gouvernement constitué sur les bases d'un semblable programme, mais que par contre, il refuserait sa collaboration ou son appui à une formation qui

3.

~~XXXXXX~~ ne tiendrait pas compte des intérêts des travailleurs
et ~~qui~~ favoriserait le retour de la Réaction au pouvoir.

Le Bureau Politique charge le Secrétariat de convo-
quer dans un bref délai le Comité Central du Parti.

très prochainement.

5. LES CONDITIONS DU PARTI

Exposer les différents points :

A/ Pour gagner la bataille du charbon

- 1/ Augmenter immédiatement les salaires des mineurs sur la base de leurs revendications syndicales.
- 2/ Fixer le taux de leurs pensions à 75 % des salaires moyens. Accorder les pensions à 50 ans pour les mineurs du fond, à 55 ans pour les mineurs de surface après 25 années de présence à la mine.

B/ Pour améliorer les conditions de vie de tous les travailleurs

- 1/ Relever pour la date du 1er août les salaires minima à
9,50 Fr. pour les femmes
12 Fr. " " ouvriers non qualifiés
15 Fr. " " ouvriers qualifiés.
- 2/ Réajuster pour la même date, les salaires sur la base des revendications syndicales, supprimer le plafond de 210.
- 3/ Mettre fin au système de la mobilisation Civile
- 4/ Etablir un index pondéré du coût de la vie
- 5/ Assurer la participation réelle des travailleurs à la gestion des entreprises et à la direction de l'économie nationale.
- 6/ Hâter l'élaboration du Statut des pensionnés de vieillesse.

C/ Pour assurer le maintien du franc

- 1/ Poursuivre énergiquement la politique de baisse des prix, notamment en assurant un contrôle sévère, général et impartial des prix de revient.
- 2/ Relever progressivement la puissance d'achat des salariés en fonction de l'augmentation de la production.

D/ Pour sauvegarder les intérêts des Classes Moyennes

- 1/ Revoir les marges bénéficiaires en tenant compte de l'incidence des frais généraux.
- 2/ Prendre des mesures législatives en vue de défendre la propriété commerciale, notamment par le contrôle du taux des loyers.

E/ Relever l'agriculture

- 1/ Fixer des prix rentables aux producteurs en vue d'assurer la mobilisation normale des récoltes.
- 2/ Favoriser la modernisation de l'agriculture et aider les cultivateurs à faire baisser le prix de revient des produits de la terre

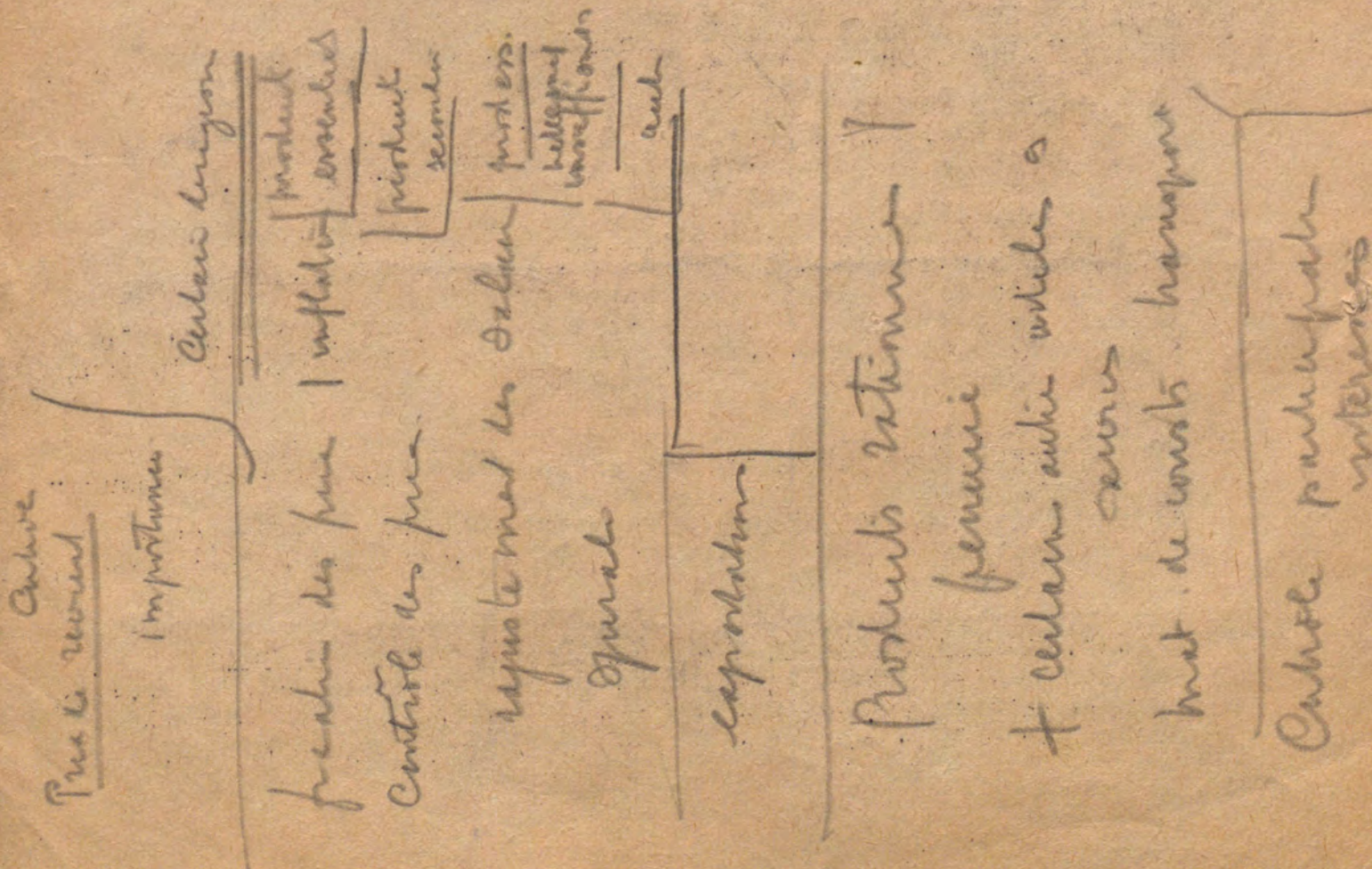
F/ Pour accorder réparation aux victimes de la guerre

Déposer immédiatement les projets de loi relatifs aux prisonniers politiques, aux prisonniers de guerre et aux sinistrés.
Assurer leur vote par le Parlement avant les vacances.

G/ Poursuivre une politique d'épuration
sans équivoque et assurer le châtiment rapide et exemplaire
des grands collaborateurs économiques.

H/ Innover une politique de nationalisation du crédit, de la
production charbonnière et des transports

I/ Pour assurer la sécurité du pays
Développer des relations amicales avec toutes les puissances
démocratiques et s'abstenir de conclure des accords qui
pourraient menacer la paix.



46.029

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le 16 juillet 1946.
BRUSSEL, den

Avenue du Midi, 18-20, Zuiddreef
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

AUX MEMBRES DU B.P.

=====
Cher Camarade,

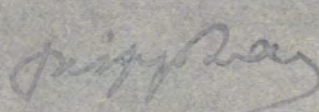
Résolutions du 8e Congrès.

Il reste toujours deux documents à mettre au point à la suite des décisions du Congrès du Parti; le programme du Parti pour les Classes Moyennes et le programme pour les Paysans.

Les récentes séances du Bureau Politique ont toutes été chargées à un point tel qu'il n'a pas été possible d'examiner ces documents et il est à craindre que les prochaines sessions ne permettront pas encore la mise au point de ces documents.

Nous vous proposons donc de nous adresser par écrit vos remarques sur ces deux documents que vous possédez, et de nous faire parvenir ces remarques cette semaine encore, afin que le secretariat soit en mesure de rédiger le texte définitif à partir du lundi 22 courant.

Fraternellement,
pour le secretariat du Parti :


R. DISPY.

Rapport Lalmand sur situation politique.

Résumé entretien avec Spaak :

Politique 10% est dépassée. Nécessité d'édifier une politique générale sur base plus large. Révision politique prix et salaires. Inventaire de la situation de l'économie belge par rapport à l'étranger. Pour établir nouvelle politique prix et salaires nécessité d'un contrôle sérieux P.R. Essentiel d'augmenter la production. Nécessité de réexaminer le rééquipement du pays. Il faut tenir compte de la déflation du crédit. Nécessité de la réforme fiscale. Déblocage immédiat des 40%, atteindre le déblocage des 60% restant lorsqu'on sera parvenu à la reprise économique. Diminution des charges fiscales sur les petits et moyens revenus.

Le rééquipement serait financé par le dégrèvement des charges fiscales pour les entreprises à rééquiper. Lalmand a fait remarquer que cette proposition serait très mal accueillie. Ce serait le rééquipement aux frais de la collectivité. Il faut dépister la fraude fiscale. Spaak a répondu que la fraude fiscale semblait moins développée qu'antérieurement. Mais il est d'accord d'étudier cette question.

Salaires.- Spaak a reconnu la nécessité du réajustement des salaires. Il est d'accord d'accepter le délai proposé par la Conférence du Travail. D'accord aussi pour l'augmentation de 25% des salaires.

Législation sociale.- Spaak signale que l'attitude des médecins et pharmaciens met en danger toute la législation.

Petits commerçants.- Ai proposé de revoir la question des marges bénéficiaires.

Payans.- A marqué son accord de revoir la question des P.R. dans le domaine de l'agriculture.

A ce propos a signalé qu'il serait indispensable que toute la question des P.R. soit étudiée à fond.

Liberté Economique.- Retour partout où c'est possible. Cependant dans certains secteurs nécessité d'un certain dirigisme. Limiter le contrôle aux choses essentielles: sucre, matières grasses, viande. Ai signalé que la presse socialiste était la première à nous attaquer pour le contrôle soi-disant insuffisant, alors que d'autre part elle se plaint de mesures trop sévères. Si le contrôle a été renforcé c'est à la suite de l'appel de Van Acker.

Pleins pouvoirs.- Spaak propose de les supprimer.

P.P. et P.G., Spaak n'en a pas parlé. J'ai soulevé la question et il a dit qu'il ferait déposer les projets en même temps qu'il ferait la déclaration.

Formule Gale.- A l'avenir, il faudrait que le Gt forme équipe et qu'il y ait homogénéité. Lui fait remarquer que c'est le Premier lui-même qui très souvent n'en a pas tenu compte.

Les personnes.- Le Cabinet Kronacker va disparaître. Or, Kr. est le seul qui préconise encore une certaine réglementation. Le départ de Van Acker et de Van Glabbeke pose la question de la représentation flamande.

Spaak a souligné qu'il serait un mauvais premier ministre. Nécessité de désigner un sous-secrétaire d'Etat. Soit Vermeulen ou Craibex (?)

2.

Spaak préconise la création du Ministère des Classes Moyennes. Devèze n'est pas d'accord, il propose pour lui-même un ministère sans portefeuille avec contrôle de toutes les questions économiques. Sa proposition est naturellement rejetée.

Spaak a annoncé qu'il réunirait demain matin deux ministres de chaque parti. Il demande que tout aille très vite, de façon à obtenir un vote de confiance avant dimanche.

En conclusion: Spaak nous propose un programme qui paraît acceptable dans l'ensemble, il nécessite dans l'ensemble des modifications et précisions. Nous devons fixer délai pour l'augmentation des minima et des salaires des mineurs. Nous devons lier l'augmentation générale des salaires à l'augmentation de la production. Nous devons imposer la suppression de la mobilisation civile. Demander engagement formel en ce qui concerne la pension des mineurs. Insister sur contrôle sérieux des P.R. Index pondéré pour le 1er octobre. Contrôle des loyers. Mesure en vue d'aider les petits commerçants à faire baisser les P.R. La question des victimes de la guerre devrait être solutionnée au cours d'une session extraordinaire. Il faudrait également une déclaration concernant l'épuration. En ce qui concerne les nationalisations, je propose celle de la Banque Nale.

Personnalités.- Rejeter Devèze comme "super-ministre". Pas de position privilégiée pour les libéraux. Pas plus de 5 libéraux.

Réunion des ministres demain: je propose Lalmand et Terfve.

Conclusion sur la situation politique.- Le Parti a joué au cours de la crise un rôle de tout premier plan. Je considère qu'au cours de la crise la position de la démocratie a été renforcée. Les partisans de la collaboration au sein du PL et du PSB se sont vus réduire à une faible minorité. Dans la mesure où nous parviendrons à faire accepter nos conditions et accepter termes et délais je suis convaincu que nous irons aux élections communales dans de meilleures conditions. La perspective d'une dissolution pourrait être envisagée sans inquiétude.

Clavel.- Insiste sur le danger de l'exonération fiscale des industriels pour leur rééquipement. Il s'agit pratiquement de donner des subsides.

Van Hoorick s'inquiète d'avoir entendu parler d'une éventuelle augmentation de loyers. Lalmand répond qu'il s'agit uniquement de loyers commerciaux.

Dubois.- Signale qu'il n'a pas été question des relations internationales.

Glineur.- Signale qu'il n'a pas été question de nationalisation des charbonnages.

Lahout.- Fait remarquer qu'il est à nouveau question de 5 à 6 libéraux mais que nous n'avons ni gouverneur, ni ministre d'état. Il demande que soit examinée la question des cafetiers et restaurateurs.

Terfve.- Insiste pour qu'on mette la question des victimes de la guerre au premier plan.

Dispy.- Qu'a-t-on proposé en matière de lois fiscales?

A-t-il été question des points soulevés par le P.S.C. :
Question royale, subsides, vote des femmes ?

LALMAND - Il a été décidé de diminuer les charges fiscales pour les petits et moyens contribuables. En ce qui concerne les revendications du P.S.C., Spaak les considère irrecevables.

TERFVE - Ne peut-on obtenir que ce soit le département des Victimes de la Guerre qui s'occupe des pensions des prisonniers de guerre. Actuellement cela incombe à la Défense Nationale.

LALMAND - Le seul argument est que c'est plus rationnel.

BORREMANS - D'accord avec rapport Lalmand.

Il insiste ensuite sur l'importance capitale d'obtenir des réajustements de salaires auxquels les ouvriers seront très sensibles. De même pour la réadaptation des salaires à l'augmentation de la production. Insiste pour que le problème de la fiscalité soit revu dans son ensemble, car il ne sera possible de diminuer les taxes pour les petits que si le problème est revu dans son ensemble. Il faudra également être très vigilants au sujet du rééquipement. Il faudra imposer le cadastre des fortunes.

Si nous voulons aller aux élections dans de bonnes conditions, nous devons être très vigilants et garder le contact avec les masses. Je considère que le Parti peut sortir grandi de la situation actuelle.

DEJACE - En ce qui concerne le contrôle fiscal, Devèze avait prévu que les experts ne pourraient donner des précisions au fisc.

En ce qui concerne les attaques contre les médecins et pharmaciens, les travailleurs réclament la gratuité complète. Il faudrait réagir contre les trusts producteurs des produits pharmaceutiques.

Nous devons également insister sur la question des pensions, notamment des Services Publics.

Reconnaissance syndicale.

THONET insiste sur la révision des prix agricoles.

VAN HOORICK attire l'attention sur le nombre de wallons et flamands au gouvernement.

Regrette que nous n'ayons pas pu suffisamment populariser notre position, nos meetings n'ayant pas eu assez de monde.

LALMAND rétorque que tous les journaux flamands de tous les partis ont largement parlé de notre position.

GLINEUR - En ce qui concerne les conflits entre les mutuelles et les médecins et pharmaciens, il est à remarquer que ceux-ci sont exploitées par les mutuelles qui ne les paient qu'avec

un retard considérable et se livrent à de nombreuses contestations.

Il faudrait connaître l'avis du formateur sur les pensions des mineurs et les pensions de vieillesse.

Il y a également la nationalisation des charbonnages.

En ce qui concerne les victimes de la guerre, si la session n'est pas prolongée, il faudra obtenir une session extraordinaire en septembre.

Il faut également régler la question du Secours Civil.

VAN AERSCHOT. - Appuie Van Hoorick en ce qui concerne les ministres flamands. Pas d'accord avec Van Hoorick en ce qui concerne la popularisation insuffisante de nos mots d'ordre. Certaines fédérations ont fort bien travaillé : à Renaix il y a eu jusqu'à 10 meetings en un jour, à Boom 1000 personnes.

Insiste sur la nécessité de modifier le quorum et d'influencer l'aile gauche des partis.

DISPY - D'accord avec le rapport du cde Lalmand.

Nous nous trouvons aujourd'hui devant les objections de Spaak, demain nous nous trouverons devant celles des libéraux. Nous sommes liés devant le pays par notre programme. Si nous devons y apporter des modifications, il ne faudra pas que nous payions trop cher. Le gros problème est celui des allègements fiscaux pour le rééquipement de l'industrie. La nouvelle thèse est favorable aux trusts et monopoles.

Je propose pour/à demain un nouveau Bureau Politique.

CLAVEL - Lalmand a souligné les aspects positifs. De plus le danger de voir la réaction venir au pouvoir, apparaît clairement aux yeux des travailleurs. C'est un facteur important dont nous devons tenir compte.

Le Parti se trouve dans une meilleure position. Seulement la politique anti-communiste s'est renforcée notamment au sein du P.S.B. : attaque de Van Acker contre les communistes et Lalmand en particulier. Même Buset et Spinoy se sont livrés à des attaques contre le Parti.

Il faut renforcer l'action du Parti et notre politique unitaire.

Le nouveau gouvernement sera accueilli avec une certaine sympathie. Il a de meilleures positions de départ que le gouvernement Van Acker. Cependant, n'oublions pas combien Spaak est dangereux. Les libéraux joueront le même rôle qu'au sein du gouvernement Van Acker. Nous devons être très exigeants quant à la formulation du programme, de façon à éviter toute discussion quant à son application.

Importance de la question des salaires : Faire sauter le plafond de 210, obtenir augmentation générale des salaires, en liaison avec l'augmentation de la production.

Difficultés du rééquipement financier. Les libéraux ne seront jamais d'accord avec le cadastre des fortunes. Par contre les exonérations fiscales seraient réalisées à bref délai. Quelle position de repli avons-nous ? L'Etat pourrait constituer un fonds pour le rééquipement, les sommes que l'on voudrait exonérer ~~xx~~, seraient redistribuées aux industries qui en ont besoin. Ainsi l'Etat deviendrait actionnaire.

Prix de revient : Il faudrait chercher une solution dans la constitution de ~~xxxxxxx~~ commissions mixtes de contrôle. On pourrait rendre obligatoire la présence d'un délégué des syndicats.

D'accord sur session parlementaire extraordinaire.

D'accord pour convocation d'urgence du C.C.

Notre participation : 4 ministres suffiraient sauf si les libéraux veulent augmenter. Allons-nous conserver les mêmes ministères ? N'en exigerions-nous pas de plus importants ? Si vice-président libéral, devons en exiger un aussi.

Le camarade Lalmand doit-il rester au gouvernement ? Le Parti souffre de l'absence de Lalmand. Il y a la perspective des élections communales. Il y a la situation du Parti du point de vue organisation et finances. Du point de vue de la politique du Parti, n'est-il pas plus utile comme dirigeant du Parti ne participant pas au gouvernement ? D'autre part, si nous enlevons Lalmand du Gouvernement, nous risquons de ne plus avoir de chef de file. Il faut voir ce qui prime. Si Lalmand ne peut se débarrasser du ~~xxxxxxx~~ ~~xxxxxxx~~ ravitaillement, il ne peut rester au gouvernement, l'idéal serait un poste de vice-président.

Il y a également le cas de Terfve : Burnelle devrait aller à Liège comme secrétaire politique, la presse est dans une situation difficile. Félix Coenen est dans un état de santé déficient, on ne lui voit pas de co-équipier suffisant.

LALMAND - Je pense qu'il serait dangereux de retirer du gouvernement Terfve et moi-même.

VAN HOORICK - Lalmand devrait devenir Ministre sans portefeuille.

VAN AERSCHOT - Considère qu'il serait erroné d'enlever Terfve et Lalmand.

BORREMANS - La question est très grave. Le départ de Lalmand nous placerait dans de grandes difficultés. Notre action en souffrirait. Le départ des deux est une impossibilité. On pourrait envisager le départ d'un des deux.

THONET - Considère qu'il serait absolument faux que Lalmand quitte le ravitaillement au moment de l'amélioration.

LAHAUT -

LAHAUT - Il est certain que le Parti manque de dirigeants et souffre de l'absence de Lalmand. Néanmoins ne perdons pas de vue que nous allons vers les élections communales, peut-être vers la dissolution, et qu'à ce moment-là Lalmand devra jouer un grand rôle au sein du Conseil des Ministres. Lalmand doit rester au gouvernement.

CLAVELZ - Lahaut a raison lorsqu'il parle de l'influence de Lalmand au sein du gouvernement. Mais le Parti compte aussi. Si nous n'avons pas un Parti bien dirigé, la meilleure collaboration gouvernementale ne servira à rien. D'accord qu'il serait dangereux d'enlever les deux ministres. Je propose de faire sortir Terfve.

FELIX COENEN - Il n'est peut-être pas difficile de trouver un autre ministre du ravitaillement, mais il est plus difficile de trouver un chef de file. Je vois Borremans à la reconstruction, Glineur aux Travaux Publics et Terfve à la Presse. On peut aussi envisager Fonteyne à la reconstruction ou Van Hoorick au ravitaillement.

LALMAND - Il est certain que nous avons bien manoeuvré et que bon nombre de points de notre programme ont été repris. Aux yeux des masses nos prises de position successives nous ont fait apparaître comme leurs défenseurs.

D'accord pour l'abolition du plafond.

D'accord de faire revoir les salaires lorsque la production aura atteint son niveau d'avant-guerre.

D'accord d'obtenir des nominations de ministres d'Etat communistes. Ce serait un peu difficile en ce qui concerne les gouverneurs.

D'accord pour modification de loi sur l'alcool.

Salaires. - C'est sur ce point que la victoire est la plus importante.

D'accord pour représentation flamande.

Législation Sociale. - Attention de ne pas prendre la défense des pharmaciens et médecins qui ont de trop gros bénéfices.

Nationalisations. - Je propose la Banque Nationale. Je rappelle à Glineur que notre programme ne comportait pas un minimum. L'exigence de nationaliser les charbonnages nous mènera à un échec.

Pensions. - Nous devons exiger des précisions.

Victimes de la guerre. - J'ai insisté sur l'importance de cette question.

Secours Civil. - D'accord pour l'urgence.

Nous devons exiger la confirmation écrite de nos conditions.

Les propositions de Spaak sont moins mauvaises que celles de Van Acker. La politique du blocage des salaires peut être liquidée : révision des salaires des mineurs - réajustement.

Il faudra mobiliser les récoltes à des prix meilleurs, il faudra maintenir un communiste au ravitaillement.

Notre attitude envers le nouveau gouvernement.- La perspective d'une dissolution ne peut être exclue. La perspective que le gouvernement ne tiendra pas ses engagements, mais nous ne devons pas nous embarquer avec l'idée de combattre le gouvernement.

Nous pourrions obtenir certaines réalisations d'ici les élections : salaires minima, réajustement, mobilisation civile, sinistrés, P.P. et P.G., suppression du plafond, conseils d'entreprises. Ces réalisations permettraient aux partis démocratiques d'aller aux élections dans de meilleures conditions.

Nous devons populariser certains résultats obtenus dans le domaine de l'union démocratique malgré les attaques de certains dirigeants socialistes et libéraux.

D'accord de convoquer le C.C. très rapidement.

Bureau Politique demain après-midi.

Base plus large, plus réaliste.

Nécessité revoir prix et salaires.

Faire un inventaire général,
Elaborer un plan économique,
Comparer notre situation avec celle qui existe à l'étranger,
Politique des prix implique contrôle sérieux des P.R.

L'essentiel, c'est l'augmentation de la production.

Pour cela, rééquipement et pour rééquiper, réforme fiscale
et mettre fin à la déflation du crédit.

Déblassement 40% 60%

Allègement des charges fiscales,
Financement partiel rééquipement contrôlé, par exonération
fiscale.

Objection : charges trop lourdes - réfutation.

Repression fraude fiscale.

Salaires minimaux,
réajustement,
Quid mineurs?

Pas d'augmentation générale des salaires pour le moment.-
son avis -(production)

Législation Sociale. médecins, pharmaciens,
mutualités.

Petits commerçants Quid ?

Revoir marges bénéficiaires, corriger erreurs.

Payeurs. Quid?

Prix rentables.

Mesures en vue de réduire prix de revient.

Liberté Economique. Retour partiel à la liberté là où c'est possible

Contrôle pour essentiel, pas vouloir tout contr.

Mes propositions : pain, sucre, matières grasses, viande &

Mise au point : transitaire.

répressions et persuasions.

Suppression pleins pouvoirs. Diminuer tâches administratives du
Gouvernement. Lui permettra de jouer rôle politique plus
important.

P.P. et P.G. et si possible sinistrés, déposer projets de loi en
même temps que déclaration gouvernementale.

Parlement en vacances jusqu'en novembre, 3 douzièmes provisoires.

Commission parlementaire début septembre.

Préparation discussion arrêtés ci-dessus,

Plus charbon - Comités d'entreprise.

Essayer réorganisation de l'économie.

Entretiens par arrêtés ministériels,
Commission d'industrie,
ouvriers - patrons : prix de revient,
rééquipement
intensification production.

Objection : Urgence régler victimes de la guerre.

Gouvernement doit former équipe ; travail cohérent, discipliné.

Questions de personnes. * *

Kronacker,

Nécessités flamands (départ Van Acker et Van Glabbeke)

Justice - Lilar? (Diericks)

Sous-secrétaire d'Etat à la Présidence : Vermeulen - Craeynest

Ministère Classes moyennes - Opposition Devèze.

Proposition Devèze : sans portefeuille, direction Conseil Economique
chargé de l'exécution des directives.

Si accord des libéraux : réunions 3 partis demain

Vote confiance dimanche au plus tard,

Spek doit être à Parti lundi.

x x x

Impression d'ensemble : Base de discussion intéressante.

Production : fixer dates pour salaires,

abolir plafond 210

Rattacher xxxxxxxxx relèvement général des salaires
à l'augmentation de la production (niveau avant-guerre)

Suppression mobilisation civile.

Réclamer certains engagements pour pensions

Egalement pour Services Publics.

Reprendre proposition Conseils d'industrie.

Insister sur Contrôle sérieux des prix.

" e élaboration rapide plan de rééquipement et nouvelle
orientation de l'économie.

Rééquipement - fiscalité.

Contrôle des exportations industrielles

(gâchés dans ce domaine).

Index pondéré cout de la vie pour parître au plus tard I/10

Engagement en ce qui concerne contrôle taux des loyers.

Mesures en vue d'aider les paysans à faire baisser P.R.

Victimes Guerre.

Session extraordinaire pour faire voter lois PP et PC
si possible Sinistrés. Marquer bonne volonté GT.

Conseils d'entreprise.

Secours civils Epuration Ministres d'Etat, Nationalisation B.N.

Composition de l'équipe.

Ministères plus importants,
Rejeter propositions Devèze,
Appuyer Des Classes Moyennes,
Pas accorder postes privilégiés pour libéraux.

Réforme quorum Sénat,

x; x; x

Role joué par le P.C. Echee PSC et ses alliés.

Nos principales conditions retenues.

Réaction Par ti - ouvriers meeting.

Possibilité de renverser la vapeur,

Aller aux élections dans de bonnes conditions
Amélioration perspective de dissolution.

$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

Production : a) Rattacher salaires, révision générale lorsque la production aura atteint niveau d'avant-guerre.

Salaires. b) Plafond de 240 Minimum.
c) Mineurs, 20frs minimum fond pour le 1er aout.
d) minima de 9,50 - 12 - 15 frs. pour le 1er aout.
e) rajustement pour 1er septembre.
f) Services Publics, nouveaux barèmes, ouvriers pensionnés.

Suppression mobilisation civile.

Contrôle prix de revient.- Conseils d'industrie (Buset)

Prendre engagements concernant pensions (S.P.

Index pondé cout de la vie pour fin septembre.

Révision marges bénéficiaires. détaillants, éventuellement grossistes
secteur alimentaire.

Prix produits de la terre. et perspectives aide gouvernementale en vue de la modernisation agriculture.

Secours civils.

Epuration - Nationalisation (Banque Nationale.)

Victimes guerre. Prolongation session ou session extra-ordinaire.

Si possible : Conseils d'entreprises.

Plus de ministres flamands.

<u>Ministère</u>	<u>Classes moyennes</u>
"	Charbon.

Ministres d'Etat Communistes

Financement rééquipement. Limiter dégrèvement fiscal,
Dégrèvement versé à une caisse utilisée
en fonction des besoins du rééquipement.
Apparaîtrait comme investissement de la
communauté.

Contre-partie : répression fraude fiscale
cadastre des fortunes.

$\frac{1}{2} = \frac{1}{2}$

Politique des 10? dépenses.

Base plus large. plus réaliste nécessaire.

Revue politique prix & salaires.

Faire un inventaire général

Elaborer un plan économique

Comparer notre situation avec celle qui existerait
à l'étranger.

Politique des prix implique Contrôle sérieux des
prix de revente.

L'essentiel c'est l'augmentation de la production

Pour cela. Rééquiper & pour rééquiper
système fiscal. et mettre fin à
déflation du crédit

Déblocage 40?.

G. ? ?

Allègement des charges fiscales

Financement partiel Rééquipement Contrôle par
exonération fiscale.

Objection. — charges trop lourdes — déflation.

Reprendre ^{la} V^f fiscale

Salaries

Minimum.

Recapitulé ment.

Quid mineurs?

Pas augmentation générale des salaires pour le moment.
Miniers - (protection)

Legislation sociale

de

Trédacens - pharmaciens
mutualités

Petite Commerce quid?

avoir marges bénéficiaires - Corriger erreurs

Payans : Quid?

prix rentables.

même on en a réduit le prix de revient

Liberté économique

retour à la liberté partiel

ou c'est possible. - Contrôle ~~en~~ pour l'essentiel - pour
vouloir tout contrôler. / Mes propositions (~~viants~~)

pain - sucre - vineries grasses.

viande transitaire.

Mise au point répression - persuasion

Supprimer pleins pouvoirs diminuer tâches
administratives du gt - lui permettre de jouer
rôle politique plus important.



CABINET DU MINISTRE

MOD 2

(3)
P.P P.L.g et si possible limiter
dépense projets de loi en un temps qui dictera
leur gouvernementale.

Parlement en vacances jusqu'en novembre.
3 nouvelles provisions.

Commissions parlementaires début septembre.

préparer discussion articles ci-dessus
plus charbon - comités d'entreprise.

enquête requirait de l'économie.

entretemps par arrêtés ministériels

Commissions d'industrie.

Travaux - actions : prix de revient -
réciprocité
intensification production.

Objet : arguer règle victimes de la guerre
voir plus loin.

Gouvernement doit former une équipe
travail cohérent - discipline.

Questions de personnes

(4)

Kronacher.

Ministère flumane (depart Vthel - Ogl.)

Justice. Lillan? (Dreicks)

Sous sec. A Glus à la Présidence } Ormeyle ou
Crucybebe.

Ministère Classes Moyennes

Opposition Dewey

Proposition Dewey. Sans portefeuille

Ministre du Conseil Economique

Chargé de l'exécution des Réceptions.

De si accorde libéraux

Revenir 3^{me} 3 parties demain.

Vote de confiance Dimanche au plus tard

Speech doit par nécessairement être P.M.



CABINET DU MINISTRE

Impression d'ensemble

MOD 2
(5)

Base de discussion intéressante.

Production

Stabiliser plafond 210
Fixer dates pour salaires.

Traitement relativement général des salaires

! L'augmentation de la production - niveau
supprimer motivation ci n'est d'avant guerre
niveau

rechercher certains engagements pour personnes
autres Services publics.

Reprendre proposition Conseils d'industrie

Insister sur Contrôle sérieux des prix.

insister sur élaboration rapide d'un plan
équipement & nouvelle circulation de
l'économie.

Équipement = fiscalité

Contrôle des exportations industrielles
(général dans le Royaume)

indes pondère des Coût de la vie pour personnes
au plus tard fin octobre. 1 octobre

Engagements en ce qui concerne Contrôle de
laux des Lys.

Mesures en vue d'aider les Français à bien faire
le plus de revenu.

Adresses de guerre

Servir avec ordinaire

pour servir ordi lors pp pag

si possible d'urgence — Conseils d'urgence
marquer bonne volonté gl.

Servir avec ~~III~~

Eprouvé

l'ai mentionné.

Ministres d'Etat

Nationalistes

Bague Ob.

Personnes

Ministères plus importants

Repte proportion degei.

Un Dept Classer Mappe

Etas accepté parti privilégié
pour lib.

Ministres
flamands

égalité lib - Com. (très nombre
ministres)

Et

Réforme quorum Senat.

Terpe-hahn
Comque CC

Note faite par PC.

Cette PSC et des allies.

Nos principaux Conditions résumées

viabilité partie - ouvrier meeting

possible d'urgence vaper

aller avec election bonne Condition
amateur respecter desole

RAPPORT CAMARADE THONET SUR SITUATION A LIEGE

Il est apparu d'une manière flagrante lors du Congrès Fédéral précédent le Congrès National, qu'il existait un sérieux malaise à Liège. Des accusations furent portées contre le cde Neuray. La liste proposée par le Centre ne fut pas discutée au Comité Fédéral. Au cours d'un entretien avec Deschamps Baywir signala les défauts qu'il reprochait à Neuray. Il lui fut répondu que Neuray avait également des qualités et que sa présence à lui, Baywir, au sein du Comité Fédéral, permettrait de rectifier certaines lacunes.

Le Congrès Fédéral fut placé sous le signe d'attaques contre Neuray; il fut question de manoeuvres et le Congrès décida qu'une commission d'enquête devait être constituée pour examiner la situation. Des divergences politiques apparaissaient, notamment le cas Derkenne. La Commission fut composée de Thonet, Dejace, Raskin, Deschamps, Colson, Swinberg et de Noël. La Commission entendit Baywir, Bielen, Bernimoulin et Massart, accusés de manoeuvres. Ils nièrent une entente entre eux, mais reconnurent avoir formulé des critiques à l'égard de Neuray. On reprochait à Neuray son incapacité à conduire la fédération, on critiquait sa vie privée, on l'accusait d'avoir des contacts avec des ennemis du Parti, on l'accusait de fréquenter des maisons mal famées et on l'accusait d'avoir logé sa famille dans un faubourg écarté, afin de garder toute sa liberté. Enfin, calomnie plus grave : son attitude envers les Allemands est qualifiée d'heroïsme facile, parce que protégé par le pact germano-soviétique. On l'accuse d'avoir été donneur de sang pour les S.S. On ne tient pas compte du fait qu'il est un résistant authentique et que de plus il est membre du Comité Central.

On accuse également Vuidar d'être agent de la réaction et instigateur de poursuites contre Bielen; Bielen, après avoir été entendu par la Commission d'enquête, raconte qu'il se fait suivi, surveillé par trois voitures, se fait conduire au Commissariat de Police d'où il téléphone à la Fédération pour raconter son histoire. Il se réfugie chez un camarade croyant sa vie en danger. Conciliabule entre Bielen, Baywir, Massart, Bernimoulin, qui font venir le docteur Denoël.

Nous considérons que Bielen est ou bien fou ou provocateur et que son cas devra être examiné lorsqu'il aura été statué sur sa santé.

CONCLUSIONS : L'attitude de Neuray ne peut être mise en doute pendant l'occupation. Mais la C.C.C. attire l'attention du B.P. sur la situation particulièrement grave qui s'est développée à Liège et dont Neuray porte une grosse part de responsabilité. Il n'a pas su organiser un travail de direction collective. Il y aurait lieu que le B.P. examine les changements à apporter à la direction fédérale.

En ce qui concerne les autres camarades, Massart apparaît comme le plus coupable et lorsque nous lui avons fait connaître nos propositions à son égard, il a demandé un recours. Nous proposons de le renvoyer à la base avec un blâme pour les calomnies contre Neuray.

En ce qui concerne Baywir et Bernimoulin, renvoi à la base avec rappel à l'ordre. Ils semblent avoir accepté la sanction.

Grognard semblait avoir eu certains contacts, mais il prétend que c'est l'effet du hasard.

Il faudra également entendre Evrand et Derkenne, celui-ci ayant certainement joué un rôle dans la création de l'atmosphère de Liège.

Il faudra de toute urgence réunir la Fédération Liégeoise et sur la base des sanctions prises exposer la situation et la doter d'une direction collective.

LAHAUT : Voudrait entendre l'avis de Lalmand. Bielen a-t-il été vu par médecin ?

DISPY : Bielen a été convoqué à Bruxelles pour voir un psychiatre. Je l'ai vu lors de son passage ici. Il m'a dit qu'il ne se trouvait pas dans un état normal, qu'il se rendait compte qu'il avait des troubles du cerveau, qu'il était inquiet. Bref, il m'a donné l'impression d'un homme qui n'était pas normal. Malheureusement le médecin n'a pas pu le recevoir immédiatement et Bielen ne s'est plus représenté. Nous ne sommes donc pas fixés médicalement à son sujet.

VAN HOORICK signale qu'à Buchenwald il était très déséquilibré.

LAHAUT demande qu'on le fasse soigner, mais qu'il ne soit pas interné.

DISPY signale avoir reçu une lettre de Leboulle disant que certains membres du Comité Fédéral étaient décidés à aller jusqu'à la scission.

Malgré l'enquête nous n'arrivons pas à connaître l'origine de l'affaire. Derkenne, tout en n'étant pas l'élément qui a groupé les mécontents, n'est-il pas celui qui a fait naître une atmosphère de suspicion. Massart et Bernimoulin sont des éléments déséquilibrés.

Le renvoi de Massart à la base risque d'être insuffisant. L'enquête doit être poussée plus loin.

Neuray porte de lourdes responsabilités. Il aurait dû déceler l'état de choses. Neuray fait l'autruche en toutes circonstances, il ne prend pas les mesures qui s'imposent. Il mène une fausse politique de prestige. Il veut être bien avec tout le monde. Son élimination comme S.P. est indispensable pour un nouveau départ de la Fédération. Le Congrès est convoqué pour le 4 août. Reste à savoir si nous maintiendrons Neuray au sein du Comité Fédéral. Pour le remplacer comme Secrétaire Politique, nous proposons Burnelle.

LAHAUT - Le rapport qui nous est présenté semble incomplet. La C.C. C. n'a examiné qu'une partie de la question. Il faut entendre Derkenne, qui a écrit un article très grave dans "Liberté" contre un échevin de Seraing, secrétaire du Conseil Provincial.

LAHAUT cite alors l'exemple Mosbeux dans lequel Neuray n'est pas intervenu avec énergie. De plus, Derkenne a été désigné comme responsable de Seraing avec l'accord de Neuray, ~~qui a dit qu'en ce moment la position de ce camarade était bonne,~~ qui a dit qu'en ce moment la position de ce camarade était bonne, c'est ainsi que j'ai appuyé la candidature de Derkenne. Partout on retrouve Neuray et je me demande si lui-même n'est pas ~~un peu~~ déséquilibré. Je considère que les sanctions prises sont très dures pour les camarades dont on a parlé et trop faibles pour Neuray. Sa présence n'est plus souhaitable au Comité Fédéral. N'oubliez pas que Neuray a menti devant le Bureau Politique et ne soyez pas influencés par sa soi-disant popularité et son art oratoire.

DEJACE - Si l'on maintient Neuray au Comité Fédéral, nous ne serons pas compris. Il s'est discrédité. Il faut un nettoyage complet. En le maintenant à la Fédération, nous donnerons l'impression de le soutenir.

CLAVEL - Ce qui nous a guidé, c'est en excluant Neuray, nous le condamnons contre les autres. Or, nous considérons que les autres ont tort eux aussi. ~~Il y a eu deux opinions au Secrétariat : l'utiliser dans l'appareil central ou le maintenir à Liège avec une moindre responsabilité.~~ Il y a eu deux opinions au Secrétariat : l'utiliser dans l'appareil central ou le maintenir à Liège avec une moindre responsabilité.

THONET - Marque son accord avec l'intervention de Dispy concernant Derkenne. Il expose alors toutes les conséquences de l'article de Derkenne dans "Liberté".

Neuray, malgré tous ses défauts, a des qualités. Il a une influence sur les masses. S'il part de Liège, vous enlevez le dernier des militants liégeois (Lahaut, Burnelle, Dejace, Terfve, sont toujours à Bruxelles). Il faudrait envoyer à Liège un camarade qui aurait de l'autorité et inspirerait la sympathie et sache éviter les clans. Liège est une magnifique fédération avec une bonne députation permanente; il faut arriver à redresser le Parti sans enlever Neuray.

CLAVEL - D'après Lalmand, les camarades de la base à Liège sont sains, c'est à la direction que quelque chose ne va pas. La direction est coupée de la base. Il est inconcevable que Derkenne ait été placé à la tête d'une section importante, alors qu'il a combattu la ligne du Parti. Son cas doit être revu de très près.

Quant à Massart, ce n'est pas la première fois qu'il est en difficultés et il a déjà été l'objet de sanctions.

Les mesures proposées sont justes, il faut frapper énergiquement pour prouver que ce n'est pas par des clans et des potins qu'on assainira le Parti.

Il est étrange de constater que Massart a dit à Neuray qu'il avait gagné la première manche et que par la suite Bernimoulin et Baywir aient écrit simultanément à Lalmand pour protester contre les sanctions. Il faudrait reconvoquer ces camarades et leur dire que s'ils ne changent pas leur attitude, des mesures plus graves devront être prises. La C.C.C. a suspendu Bielen pendant sa maladie et je pense que le B.P. doit confirmer cette mesure. Son cas sera réexaminé plus tard. Ces mesures devraient être communiquées au Congrès Fédéral.

La responsabilité de Neuray doit être soulignée. Il a manqué d'énergie et de franchise. Il n'a pas éclairé le Centre sur la situation à Liège. Il n'a pas su créer un esprit collectif. Néanmoins les calomnies contre lui doivent être réfutées.

Au Secrétariat nous nous sommes ralliés à l'idée qu'il fallait le maintenir à Liège, car il est mandataire liégeois. De plus, en le mettant à un poste national, nous semblerions lui donner une promotion. Il vaudrait mieux le maintenir à Liège à un poste moindre, en expliquant la situation et en le contrôlant de près.

THONET - Expose la nécessité pour les dirigeants du Parti d'avoir une vie privée tout à fait propre.

LALHAUT - En conclusion, Neuray restera à Liège avec un poste moindre, Burnelle deviendra Secrétaire Politique, la situation sera exposée au cours du prochain Congrès.

Ordre du jour proposé pour le Congrès Fédéral :

- 1) Rapport sur la situation et les tâches de la Fédération Lalmand.
- 2) Rapport de la C.C.C. - Thonet
- 3) Discussion des deux rapports.
- 3) Election du nouveau Comité Fédéral.

Burnelle fera une intervention très documentée, suite au rapport de Lalmand et fera des propositions.

Neuray sera mis au courant par Lalmand et Thonet.

----- RAPPORT LALMAND -----

Compte-rendu Réunion en vue de la constitution du Gouvernement:

Spaak, Merlot, Troclet, Buisseret, Godding, Lalmand, Terfve, De Smaele et De Voghel.

Spaak a fait un premier tour d'horizon. Ensuite De Smaele a fait un exposé sur la politique des prix. Les salaires ont passé au cours des 18 derniers mois de 160 à 250, le marché noir a diminué, l'index des prix de détails a passé de 330 à 270. Le niveau de production a atteint 80.% d'avant-guerre. Reste à parcourir la dernière phase du relèvement. Grande disparité des salaires. Certains sont à 200, d'autres à 300. Réajustement difficile. Il faut tenir compte du mécontentement des classes moyennes, d'où nécessité de revoir les prix, mais il faut éviter de donner l'impression qu'on va lâcher les prix.

J'ai proposé de limiter la fixation des prix et le contrôle efficace aux produits rationnés: alimentation, textile, chaussures, transports, matériaux de construction.

Troclet a exposé la question des salaires. Il faut raccrocher les salaires des mineurs aux salaires minimum des autres industries. 5 % de décalage pour les manoeuvres de surface, ce qui représenterait 5 frs, ~~xxx~~ 13,5 pour les manoeuvres de fond, ce qui re-

présenterait 17 frs., 15 % pour les autres ouvriers du fond, soit 20 frs., et 25 à 30 % pour les abatteurs à veine, soit 55 à 70 frs.

Majoration sous forme de prime d'assiduité pour 5ième et 6ième jour de présence.

J'ai fait remarquer que l'écart était trop grand entre le fond et la surface.

Salaires minima : officiels:	7.20 frs.	9.60 frs.	12.- frs.
réels :	8.60	11.50	14.25
F.G.T.B.:	9.-	12.-	15.-

Ai fait remarquer que F.G.T.B. revendiquait 9.50 pour les femmes.

Troclet souligne que l'expérience a prouvé que majorer les salaires minima entraînait toujours une augmentation des autres salaires. Nous avons évité ce danger par le plafond.

Les salaires payés pour les ouvriers hautement qualifiés, sont à environ 192., pour les moyens à ~~xxxx~~ 230, les bas salaires sont à 270 et les femmes à 300.

Troclet a proposé le plafond à 220. J'ai répondu que cela ne répondait à rien et proposé de faire sauter le plafond. ~~xxxxxxx~~ ~~xxxxxxx~~ 240 Opposition formelle. Comme position de repli je propose le; plafond à 240. La question n'est pas tranchée et reste ouverte.

L'incidence de l'augmentation des salaires des mineurs, sur le prix du charbon est de ~~xxxx~~ 68 à 70 frs. la tonne, ce qui représente 140 millions par mois. Le prix du charbon serait à 360 par rapport à 1939.

Spaak a déclaré ne pas pouvoir prendre une telle succession, dans 15 jours éclatera au grand jour le fiasco de la politique des prix et salaires. L'augmentation du prix du charbon influencera certains prix, notamment celui de l'acier, mais le produit du produit fini ne sera pas touché. De Smaele souligne que dès maintenant nos prix d'exportation sont trop élevés. De plus si on ne donne pas de subside, il faudra augmenter les prix du coke, du gaz et du charbon. Les prix du charbon domestique seraient donc augmentés de 200 frs. la tonne.

Production et salaires.- L'augmentation des mineurs serait accordée au 15 juillet, les minima au 1er août et les réajustements pour le 1er septembre.

J'ai proposé de relier les salaires à la production, et Troclet a signalé le danger que cela comporterait en cas de baisse de la production.

Spaak a à nouveau insisté sur la solidarité gouvernementale, les divergences devant être formulées au sein du Conseil. J'ai répondu que nous avons appliqué les décisions prises par le Conseil

et que nous n'avions pas formulé d'opposition au gouvernement. En ce qui concerne la Presse, j'ai fait remarquer qu'il n'était pas possible de participer s'il n'y avait pas de liberté. Si l'accord est fait sur la politique gouvernementale, il n'y a pas de raison de critiquer. J'ai souligné que c'était le premier ministre qui, lui, avait pris à l'extérieur des positions autres que celles décidées en Conseil. S'il y a solidarité, c'est envers le gouvernement et non pas envers un seul homme.

En conclusion, Lalmand n'est pas très optimiste, il craint de grosses difficultés.

En ce qui concerne les prix de revient, la question n'a été qu'effleurée. Il faudra bagarrer sur la prime des mineurs de surface.

CLAVEL - Craint que l'augmentation du prix du charbon et du gaz, entraîne toute une série d'augmentations de prix. Il est à craindre que le P.S.C., les amis de Van Acker et les trusts, fassent monter les prix en flèche.

DEJACE - Si l'on augmente les minima, il n'y aura pas de possibilité de mettre de l'ordre dans les salaires si l'on maintient un plafond.

On signale que les minima feront sauter le plafond.

CLAVEL propose d'obtenir la promesse d'une augmentation générale des salaires dans un bref délai.

LALMAND craint que cela ne provoque une hausse des prix, il préférerait voir lier les salaires à la production.

DEJACE Craint la hausse des prix qui provoquera de nouvelles revendications.

VAN HOORICK - Craint que la hausse du prix du charbon au commencement de l'hiver, n'absorbe les bénéfices de la hausse des salaires. Nous avons toujours parlé d'une augmentation de salaires et d'une baisse des prix, il faut frapper les bénéfices.

Lalmand - Nous avons en effet dit qu'il faut limiter les bénéfices, malheureusement nous n'arriverons pas à prouver que les charbonnages travaillent avec moins de pertes qu'ils ne disent. Pour cela il faudrait que nous obtenions le contrôle des prix de revient.

COENEN - La seule solution qui n'est malheureusement pas pour demain, est la nationalisation des charbonnages et des industries connexes.

LALMAND - Le contrôle des prix de revient fonctionnera à la demande du ministre, mais il devrait fonctionner à la demande du monde du travail.

Suite entretien ministériel ce soir. B.P. demain.

Présents : Spaak, Merlot, Troclet, socialistes, Buisseret, Godding libéraux, Lalmand, Terfve, communistes, De Smael et De Voghel techniciens.

Exposé de Spaak sur situation. - Tour d'horizon.

I.- Situation Partisans PSB et Lib Gt majorité plus large.
Refus de VanAcker et Devèze.
Facteurs qui déforcent le gouvernement (?)
Remarques sévères à l'égard de Van Acker.

II.- toutes les questions politiques sont exclues:
question royale,
vote des femmes,
subsides à l'enseignement,
pas de nécessité de se diviser là dessus.

III.- Plan économique et social.
Atténuer politique des prix et salaires,
Production plus abondante, basée sur :
rééquipement (longue échéance)
réformes fiscales.
Revenir dans la mesure du possible à la liberté
Liquidation des pleins pouvoirs.

Exposé de De Smaele sur politique des prix pratiquée jusqu'ici.

au cours des derniers 18 mois : indices salaires 160 250
index prix de détail 230 270
marché nois sérieusement affaibli.

Niveau général de la production : 80% de l'avant guerre.

Disparité dans les salaires : 200 à 300.

Rajustement final des salaires s'impose mais ce sera difficile.

Relâchement dans le domaine de la fixation des prix et le contrôle.

Spaak signale que le contrôle complet et général est impossible à maintenir, mais qu'il y a danger pour les finances de créer l'impression qu'on va au lachage des prix.

Exposé de Troclet sur les salaires.

Salaires des mineurs.- les syndicats demandent 20frs d'augmentation pour tout le monde.

Propose de raccrocher les salaires à ceux des manoeuvres des autres industries.

5% de décalage pour manoeuvres surface	(augment. 5frs)
13,5% " " fond.	" 17.-
13,5% " travailleurs du fond	" 20.-
25 à 31% pour abatteurs à veine	" 55 à 70.

Majoration sous forme de prime d'assiduité pour abatteurs à veine
présence 5 jours consécutifs prime de 20% pour 5e jour
40% pour 6e jour.

Salaires actuels :	7,20	9,60	12 situation légale
	8,60	11,50	14,25 " de fait.

Revendications FGTEB : 9,50(?)

I2

I5

Danger : l'expérience nous apprend qu'une majoration des salaires minima provoque toujours poussée pour les autres salaires.

Danger évité jusqu'ici par plafond de I92 et 210

Plafond maintenu à I92 pour hauts salaires,

230 " salaires moyens,

270 " bas salaires,

300 " salaires des femmes.

Revendication syndicale : porter le plafond à 250.

Proposition 220.

Réajustements ont été supprimés complètement par Van Acker. C'est un manque de souplesse.

Sur la base d'une production de 24 millions de tonnes par an, cela signifie une augmentation du P.R. de 60 à 70frs la tonne.

Augmentation de charge de I40 millions par mois,

de I,1 milliard par an pour l'industrie.

Coefficient par rapport à I939 : 350.-

Spaak signale alors qu'il ne peut reprendre pareille succession. Si la politique des IO% échoue dans 3 semaines Van Acker et De Smael diront que ce ne serait pas arrivé s'ils étaient restés.

Ai proposé le rattachement des salaires à la production. On a demandé de ne pas trop insister sur ce point car cela créerait une situation dangereuse pour les salaires en cas de diminution de la production.

Il a été décidé d'accorder les minima suivants : 9 I2 et I5 ~~fixerait pas question du plafond dans les salaires~~ Plafond, question à réexaminer.

Spaak a insisté sur le respect de la solidarité gouvernementale.

Si les ministres marquent leur accord en conseil, ils doivent rester d'accord en dehors du conseil.

De Smaele.- Nous souffrons d'une disparité des salaires.

Rattacher tous les salaires à un salaire national. D'accord pour réajustements s'ils se font dans le cadre de ce salaire national et de la qualification.

2e réunion.

Plafond.- Pour le monde rejette le plafond de 240. On ne touchera pas au plafond.

Salaires mineurs.- H eusse des salaires des manoeuvres de surface de plus de 5frs est rejeté, toutefois Merlot signale que l'ensemble permet de donner satisfaction et que si les mineurs proposent autre répartition, on pourrait accepter.

Rattachement salaires à l'augmentation de la production lorsqu'elle aurait atteint IOO%. D'accord.-

Pension des mineurs.- Dépot d'une projet améliorant situation.

Assurances générales.- Projet en discussion.

Rien en ce qui concerne assurances pour Services Publics.

Réquisition civile (mobilisation)

3.

Maintien de la police des mines.
Maintien de la mobilisation pour

Charbonnages,
Electricité et transport electricit
Minoteries,
Transports.

Conseils d'entreprises.- problème de la cogestion.
Ne pouvons pas gouvernementalement prendre position.- Laisser libre.

Victimes de la guerre.- Discuter en commission le 15 septembre au plus tard.
Ce point sera rediscuté au moment de la discussion de la déclaration gouvernementale.

Contrôle prix de revient.- Remettrai note écrite. Ne peut être traité dans la déclaration gouvernementale.

Financement rééquipement.- Tenir compte de la réévaluation pour ce qui concerne les amortissements à 160 (DeV) à rediscuter.
Proposons comme transaction la constitution d'un fonds commun.
De Voghel signale que la charge fiscale est plus faible en Belgique qu'à l'étranger.
Le financement du rééquipement ne sera pas posé.

Déblocage.- Maintenir situation actuelle en ce qui concerne les 40%
Amortir les 60% de tous les comptes de moins de 10.000 en allant progressivement à 15.000, 20.000 et 25.000frs.
Ne pas augmenter la circulation, faire transiter par caisse d'épargne.

Politique extérieure.- Pas d'intérêt à l'unification de l'Allemagne.
Nous sommes déclarés partisans de tout ce qui pourrait lui enlever sa force agressive, condition consentement peuple allemand.

Composition.- Libaert ou Graux aux Affaires Economiques.
Pierre Gros ou Lillar à la Justice.
Spaak aurait un adjoint
Kronacker maintenu jusqu'à fin septembre.
Pas de vice-présidence.
Le Charbon sera rattaché au rééquipement.

Marges bénéficiaires.- à revoir.

Produits de la terre.- refus de revir les prix des céréales, du lait et de la viande.

Les Libéraux ne peuvent marquer leur accord sur l'ensemble des conditions sans consulter.

De Voghel. On va créer l'impression qu'on s'oriente vers la hausse.
Si l'opposition se mettait à critiquer politique financière du Gt il y aurait un sérieux danger.

De Smael à son tour fait des réserves.

Réfutation.- Buisseret, Lalmand.

~~De Smael~~ Merlot soutient la position de Buisseret et Lalmand.

Aluques PS C. habman. vns ~~Tous à l'heure~~

Squat
I Situations - parlons PSB et lib. et majorité plus large
refus Vth - le Oeuvre
facteurs qui affectent le gouvernement (?)
Remarques seules à l'égard de Vth et

II
toutes les questions politiques sont incluses
question royale
vth des femmes
concernant l'enseignement
pas de nécessité de se hâter en ce domaine.

III
pr. économique & social
A. Mener politique des prix & salaires.
1) Production plus abondante
basée sur { rééquipement (longue échelle)
 { réformes fiscales -
Prévenir dans toute la mesure du possible la libéralité
Régulation des pleins pouvoirs

Politique des prix pratiquée jusqu'ici
exposé de M. DeSmal.
Annu de 18 mois

index salaire
160 - 250 - II
marble nri les sérieusement affaibli
index prod de 330 - 270 - II
réduit.

2) Niveau general production 80% de l'avant guerre

Derniere phase a parcourir les difficultes

Beaucoup de despartis salaires de 300 a 200

Rapidement finit des salaires s'avere necessaire
impose mais ce sera difficile

Relâchement du domaine / fixation de prix
et controle

Spaak Pourquoi accent de liberte -
Contrôle complet et general impossible de
maintenir -

Danger - pour finances - creer impression
allons au lâchage des prix.

Salaires

Trochet = mineurs salaires.

augmentation de fr 20 - pour tout
le monde (?)

rapprocher aux mineurs les autres industries.

<u>Confidentiel</u>	57 1/2	de linage pour mineurs orfe	augmentation \$5 fr.
	13 1/2	manœuvre du fond.	" 17 -
	13 1/2	autres ^{mineurs} abatteurs au fond -	20 - min
	25 31 2	pour abatteurs à terre -	57 1/2 a 70

majoration sous forme de prime d'anciennete
pour abatteurs à terre = (presence 5 jours consécutifs
20% pour 5ème jour)

31 Gen. pour majoré de 40%.

juillet 1945	{	7,20	9,60	12	situation légère
		8,60	11,50	14,25	en fait
FC.T.B.		9,50(?)	12-	15.-	FC.T.B.

Dang l'expérience nous apprend grand majoration
salaires minimum toujours pourvue pour les
autres salaires - Dang certé jusqu'ici par

Plafond ~~210~~ 192 à 210.

Auons maintenant 192 pour hauts salaires

230 salaires moyen

270 pour bas salaires

300 salaires femmes

Revenant à l'ancien plafond 250.

Porter plafond à 220.

Réajustements supprimés complètement par l'Act
cela manque de suppléer -

24 millions de tonnes charbon par an.

signifie augmentation du prix de ventes de la tonne

68 à 70 f. la tonne.

augmentation de charge

pour industrie 1,1 milliard par an.

Coefficient par rapport à 1939 - ~~par~~ ³⁵⁰

4)

Points

je ne puis pas parler successivement
à politique de 10% échoué de 3 semaines
Viel à Devez Avant : et à ne s'être restés

Rattacher Salaires à production

n insistez pas trop sur ce point

dangereux - de diminution de la production

Minima 9 12 - 15

Plafond



Solidarité - gouvernementale

~~Assurance~~ si accord au conseil - accord

accord en dehors du conseil

Déterminer

Insistons à une des parties les salaires

Rattacher tous les salaires à un salaire national

D'accord requis pour se faire les le cadre

le à salaire national et de la qualification

5]

2ème partie

Plafond tout le monde rejette les plafonds ²⁴⁰
ne pas toucher au plafond. XX

hauteur seulement manœuvre surface sp. ~~XX~~
proposition rejetée.

Merci l'ensemble permet de donner satisfaction.
Si les mineurs proposent autre repartition
N'accuse

Rattachés ~~production~~ salaires à l'aug. métal
de la production (100%)

Plan des mineurs : dépôt projet mineurs
amélioration ~~conditions de travail~~

pour les assurances générales - projet et les assurances

rien en ce qui concerne assurance sp. XX

Requiescence civile (mobilisation)

Police des mines - ~~entière~~ mobilisation ^{entière} XX

~~Suppression~~ ~~Chambre~~ { charbonnages +
électricité + ^{et} transport elect
minerie +
transport +

6) Conseils d'entreprise problème de la cogestion

ne pouvons pas gouverner seuls
(laissez faire)
On ne prendra pas
~~un parti~~

Victimes guerres Remettre commun
1979 au plus tard

on discutera ce point si
on discute la déclaration
gouvernementale

Contrôle des flux de revers

remise note écrite - ne peut
pas être mis dans la déclaration journal

Financement rééquipement

Tenir compte de la réévaluation pour
ce qui concerne les amortissements 160
à discuter. ^{coll.}

107a Proposition transactionnelle
fonds commun

Dev. change franc plus faible en Belg qu'en
échange.

4) Le financement des rel qui permet. ne sera pas possible

XX

Déboursement : maintenir situation actuelle 40%

60% Amortir les 60% de tous les comptes au 1/2 de 10 000 en allant progressivement à 15 20 et 25 000 francs

ne pas augmenter la circulation - faire honorer par cause d'épargne -

Pol. est pas d'intérêt à l'unification de l'Allemagne - pour ce de tout ce qui peut enlever

Composition : Lohar = hébreu de Junc = M. Ee.

Justice - / l'une des - est par M. Lohar =

adj. Spaul - sous son & Blat.

M. Kromache - main tenue jusqu'à fin septembre

8) Pas de ~~propos~~ vice presidency.

Charbon
~~Recuplement~~ national rattaché
au recuplement L &

Marges bénéficiaires =

Prix produits de la terre : refus de recon
les prix froment = blé = viande

Libéraux ne peuvent pas marquer
leur accord sur certaines

Georgel n'a pas l'impression qu'il
sonnera vers la hausse

L'opposition se mettait contre politique
financière du gt et y aurait eu
certaines divergences.
De Gaulle a en tout fait des réserves

Reputation - Brasseur - Lohman

Detmold a en tout fait des réserves

Merlot ordinaire

Entretiens suite à convocation Spaak 24/7 à 15 h.

Présents : Spaak, Buset puis Merlot Buisseret ~~Marxxx~~ Godding.

Buset communique que Van Zeeland dont il a eu indirectement l'avis considère que la question Léopold III ne peut plus se reposer. Il considère que la question de la production est essentielle, Spaak fait remarquer que Van Zeeland ne reculerait pas devant la dévaluation. Lalmand - Il la désire.

Spaak. - Si tu veux.

Spaak. - A été voir les journalistes, le Régent. A dit qu'un homme politique doit servir son pays, son parti. Il faut un Gt. J'ai travaillé dans ce sens.

L'incident du départ de De Voghel et De Smael s'est produit.

Déclaration de Spaak : Le Gt Van Acker n'est pas tombé à cause de sa politique. Incapacité du PSC à former un Gt. Nécessité de la reconduction. Inventaire de la situation. Libéraux, socialistes et communistes ont apporté leur accord, puis les deux techniciens ont renoncé à la participation. Impossible de former Cabinet aujourd'hui.

Les libéraux ont marqué leur satisfaction provoqué par le départ des techniciens.

Spaak dit que s'il était appelé à succéder à un Gt catholique, il exposerait clairement la situation et signalerait la carence de son prédécesseur, mais ce prédécesseur est un homme de son parti.

Buset demande pourquoi il faut toujours respecter le Gt précédent. Pourquoi ne pas dire la vérité?

Lalmand. Appuye Buset.

Spaak considère qu'avec opposition des catholiques, il sera difficile d'opérer un redressement de la situation.

Buset. Insiste pour que Spaak ne considère pas sa mission terminée.

Spaak. Se réfugie derrière l'importance du Ministre/des Finances qui se retire. Il n'ose pas.

Buset. Réfute. Les techniciens ne sont pas si importants. Si Spaak ne continuait pas, il donnerait l'impression de donner le dernier coup de bêche.

Affirmation des techniciens n'est pas conforme. Il faudra la faire suivre d'un démenti.

Lalmand. Fait remarquer à Spaak que ce sera le chaos et que Spaak sera considéré comme responsable.

Spaak Considère qu'il faut faire le point.

Lalmand. Laisser au Régent le soin de décider, c'est l'amener à recommencer ses consultations.

Merlot. Il faut réfléchir.

Buset. Il ne faut pas renoncer.

Lalmand. Conseille à Spaak de revoir son Parti.

Compte-rendu suite réunion avec les ministres.- (Lalmand)

Pour la première fois depuis 18 mois la situation a été examinée dans son ensemble, du point de vue politique, économique et financier.

Merlot souligne que le pays ne serait pas dans une telle situation si l'on avait procédé à cet examen plus tôt. Il tient un langage très dur à l'égard de Van Acker et Devèze. La Belgique est dans une situation grave, engagée dans une impasse.

Je crains fort que nous nous trouvions devant un complot pour faire échouer le gouvernement de gauche, mené par la droite avec complicité de Van Acker et Devèze, peut-être de De Smaele et De Voghel et dans une moindre mesure Troclet.

La politique de De Smaele est de rééquiper l'industrie par le sacrifice des couches moyennes et des travailleurs.

Plafond.- Nous sommes isolés. Il est maintenu à 210. Avons marqué notre désaccord.

Salaires des mineurs.- La prime des abatteurs à veines sera en quelque peu réduite au bénéfice des ouvriers de surface.

Hausse générale des salaires : Ai obtenu que les salaires seront rattachés à la production lorsqu'elle aura atteint le niveau d'avant-guerre.

Pensions.- Un projet serait déposé ~~xxxx~~ par le gouvernement.

Assurances générales.- On se réfère aux discussions en cours, rien pour les services publics.

Mobilisation civile.- Elle serait maintenue pour les charbonnages, la production et le transport de l'électricité, les minoteries et les transports. Avons marqué nos réserves.

Conseils d'entreprises.- Spaak nous a demandé une note.

Victimes de la guerre.- Cette question serait discutée en commission le 15 septembre.

Mise en vacances du parlement jusqu'en ~~xxptxxxxxxxx~~ novembre.

Contrôle des prix de revient.- Ai exposé notre point de vue.

Rééquipement.- Tenir compte de la réévaluation des amortissements. On propose 160.

Nous proposons la constitution d'un fonds commun. En conclusion la question du rééquipement ne sera pas posée par le gouvernement.

Déblocage.- De Voghel refuse le déblocage de 40 %. Il propose d'amortir les 60 % jusqu'à concurrence de 10.000 frs.

Ce serait d'un gros effet psychologique.

Politique extérieure.- J'ai signalé que nous étions partisans de l'internationalisation de la Ruhr et de toutes mesures qui porteraient atteinte au pouvoir agressif de l'Allemagne. Toute fédération ne pourra être réalisée qu'avec l'accord des Allemands.

Composition du gouvernement:-

Affaires Economiques : Libert ou Graux

Justice : Graux ou Lilar

Spaak aurait un adjoint.

Kronacker serait maintenu jusque fin septembre.

Fas de vice-présidence.

Le charbon serait rattaché au rééquipement.

De Voghel a fait un exposé sur la situation financière. Il a insisté sur la nécessité d'un gouvernement inspirant confiance. Il faut éviter de donner l'impression qu'on permet la hausse.

Marges bénéficiaires secteur distribution : attaque violente de De Smaele.

Produits de la terre - Lorsque j'ai soulevé cette question, on s'est exclamé qu'il fallait alors renoncer à la politique des prix et salaires.

n. Spaak et Merlot ont violemment attaqué la politique de Van Acker et Devèze. "Si Van Acker n'était pas de mon parti, je ferais l'inventaire et je présenterais le bilan." Le matin on augmente le charbon, le soir les produits de la terre, c'est la course des prix.

De Voghel insiste à nouveau sur le danger de donner l'impression qu'on lâche les prix.

Buisseret signale que la situation est mauvaise depuis le début de l'année. Si vous avez peur des banquiers, moi j'ai peur de la classe ouvrière. La situation est nette : ou bien tripartite de gauche ou tripartite de droite.

J'ai souligné qu'un gouvernement de gauche était possible et que la menace contre le franc était exagérée. Nous avons dit que la politique de Van Acker a fait faillite. Nous ne pouvons reprendre la responsabilité de cette faillite.

Merlot a souligné la tragédie de la dictature de Van Acker.

En conclusion : nous ne pouvons accepter de collaborer dans ces conditions. Les concessions qu'on nous demande, sont trop importantes. Même avec des engagements écrits les perspectives de voir ce gouvernement réaliser une partie de son pro-

grammes et de galvaniser les masses, sont minimales. Il y aurait au sein de ce gouvernement plusieurs traîtres et je considère que la meilleure façon de discréditer la démocratie, serait de s'engager dans l'aventure dans de telles conditions.

Nous nous trouvons devant une situation inquiétante. On glisse vers la dissolution. Et le moment n'est pas bien choisi. Cependant elle doit moins nous effrayer maintenant qu'il y a quinze jours, / ou un mois, grâce à la résolution du C.C. et à nos conditions de participation.

S'il n'y a pas accord, il faudra publier un document, exposant nos raisons.

Il y a possibilité de faire prendre la décision par De Smaele et De Voghel. Nous devrions essayer de savoir ce qui en est et envoyer Terfve demander un délai. Si Spaak renonce, c'est beaucoup plus simple pour nous.

Terfve. - Quels sont les points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord:

Plafond, mobilisation civile, index coût de la vie, marge bénéficiaire, prix produits de la terre, épuration, pensions de mineurs envoyées aux calendes grèques.

CLAVEL. - D'accord que ce gouvernement n'est pas alléchant. Néanmoins nous devons être prudents. Plusieurs questions sont éludées mais pas écartées.

Plafond. - On n'en parle pas.

La hausse des minima est acceptée. De même pour salaires des mineurs. Divergences plus grandes sur mobilisation civile.

Victimes de la Guerre. - Probablement moyen de faire accepter.

Ils retirent le financement du rééquipement.

Il ne faut pas que ce soit sur la base du refus des communistes, qu'on aille à la dissolution. Dans le fond ce n'est pas sur le programme qu'il y a de profondes divergences. Le danger réside dans la présence de De Smaele et De Voghel qui veulent continuer la politique de Van Acker.

LALMAND. - Il n'y a pas de divergence sur ce point. Je considère que ce gouvernement est dangereux, mais le tout est d'arriver à ne pas participer sans que la faute nous incombe. Le but à atteindre est de ne pas participer dans de telles conditions. Car ce gouvernement compte en son sein des représentants de la réaction.

CLAVEL. - Ne pas oublier que nous proposons un gouvernement de gauche et qu'il nous est difficile de le refuser. L'échec d'un gouvernement de gauche serait un échec pour la démocratie.

LALMAND. - Il nous sera impossible de mobiliser les produits agricoles sur la base des prix actuels.

FELIX COENEN. - Le programme est médiocre. Il y aura complot contre le gouvernement. Toute la question est comment en sortir.

Après discussion on décide d'envoyer Terfve demander un délai, essayer de se renseigner sur l'acceptation ou le refus des techniciens.

Une lettre sera rédigée marquant notre position sur trois points notamment : le plafond, les prix des produits de la terre, et la révision des marges bénéficiaires et marquant notre volonté de ne pas vouloir faire échouer un gouvernement de gauche.

Le Bureau Politique est levé. La lettre à Spaak est rédigée, Lalmand et Terfve se rendent chez Spaak.

RAPPORT LALMAND SUITE REMISE LETTRE A SPAAK.

J'ai discuté avec Spaak de la question du plafond. J'ai fait une dernière proposition de 230. Il a répliqué que la F.G.T.B. considèrerait qu'il était indispensable d'en parler.

Prix des produits de la terre.- Spaak a dit que cela signifiait la hausse de tous les prix et je lui ai répondu que c'était la seule façon de mobiliser la récolte.

Marges bénéficiaires.- La Conférence Nationale des Classes Moyennes réexaminera la question.

Remplacement de Lalmand ou de Terfve.- Spaak a protesté; pour défendre les projets de loi des sinistrés il faut un juriste.

Une nouvelle réunion aura lieu ce soir, Spaak doit revoir De Voghel et De Smaele.

Merlot serait chargé du budget et de l'administration générale.

Buisseret présiderait en l'absence de Spaak, sans titre de vice-président.

Janson serait à la justice.

Van Hoorick est inquiet à l'idée que nous pourrions être amenés à quitter le gouvernement en septembre, ce qui nous ferait accuser de démagogie.

LAHAUT. - Reste à examiner la question des ministres. Nous ne devons pas nous incliner devant Spaak.

CLAVEL. - Il est regrettable qu'il ne soit pas possible de retirer Lalmand.

MARTEAUX. - Considère que Terfve ne peut être retiré. Ne pourrait-on trouver pour le journal une solution transitoire;

jusqu'au moment où ses projets de loi auraient passé.

DEJACE. - Ne vaudrait-il pas mieux retirer Lalmand.

DISPY - Est pour le maintien de Lalmand et Terfve.

VAN HOORICK - Propose le départ de Lalmand.

VAN AERSCHOT - Pour le maintien de Lalmand et Terfve.

GLINEUR - Partisan sortie Lalmand.

CLAVEL - Je comprends les camarades qui proposent la sortie de Lalmand, mais qui prendra la tête de l'équipe gouvernementale? Il y a en ce moment des attaques en cours contre Lalmand. Qu'en pense Lalmand?

LALMAND - Y a-t-il parmi les 4 camarades quelqu'un qui puisse prendre la direction de la fraction.

COENEN - Si Lalmand rentre au Parti, le problème du journal reste ouvert. Pour ma part je vois Coenen et Laurent, Burnelle considère Laurent comme l'homme le plus opératif.

CLAVEL - Rappelle les mesures prises contre Laurent.

TERFVE - Du point de vue politique la meilleure solution est que Lalmand s'en aille. Mais je crains que son départ ne rencontre beaucoup d'opposition et mette en cause la collaboration. Car Lalmand joue un rôle considérable dans de nombreuses commissions où il jouit d'un grand crédit.

Terfve s'élève contre la proposition de le remplacer par Fonteyne qui n'est pas réalisateur.

LAHAUT maintient son point de vue. Il faut espérer qu'étant au gouvernement, Lalmand parviendra tout de même à donner plus de temps au Parti. Il ne faut pas dissocier l'action du gouvernement de celle du Parti, les deux étant étroitement liés. Ne pas perdre de vue que si l'on retire nos camarades, on croira que c'est pour incapacité. Ne pas oublier que la base de la réputation de Lalmand est le ravitaillement.

GLINEUR - Rapporte que l'on raconte que les communistes veulent se raccrocher au gouvernement.

LALMAND - Rétorque que Glineur aurait dû donner cet argument le matin, lorsqu'il a été question de discuter de la participation au gouvernement.

CLAVEL - Nous en arrivons à subordonner le travail du Parti à celui du gouvernement.

LALMAND - Le bon fonctionnement du Parti n'est pas tout, le ~~travail~~ travail au sein du gouvernement fait partie du travail du Parti.

2.

La dissolution est une solution beaucoup moins mauvaise que la capitulation.

Quelle doit être notre position?

Nous devons être clairs et refuser de participer au Gt avec le PSC.

Nous n'avons pas changé d'avis.

Un Gt de gauche est possible, il y a programme commun. Il serait constitué si Spaak n'avait pas consulté le PSC

Prétexte : dérobade de De Smael.

Le Gt de gauche est viable, à condition d'être résolu à appliquer énergiquement et rapidement le programme.

La faiblesse du précédent Gt de gauche est causé par le manque d'unité et aussi parceque plusieurs de ses membres les plus influents le considéraient comme un moindre mal.

La rente et le franc.

Techniquement et économiquement solides?

Possibilité de panique.- Agir avec fermeté.

Rétablir la confiance.

Possibilité de remonter le courant, de consolider position

Elections communales : lutter en commun ou tout au moins d'épauler mutuellement.

Quorum Sénat.

Si dissolution s'avère inévitable, c'est nous qui décidons du moment et des conditions.

Que signifierait entrée au Gt du PSC?

Aveu d'impuissance des gauches.

Le PSC est appelé ~~à~~ en sauveur, il fait figure de sauveur du pays.

Affaiblissement des partis de gauche, renforcement prestige du PSC

Question royale.- Le Gt se désintéresse de la question royale, ce qui ne peut que renforcer considérablement la position des léopoldistes. Ceux-ci exploiteront plus habilement, plus efficacement que jamais la question.

Vote des femmes.- Si on l'applique avant que soit liquidée la question royale, il risque de donner majorité absolue au PSC. Et alors???

Sbides.- Qu'on le veuille ou non, l'arrivée du PSC au Gt nous engage dans la voie des concessions.

3.

Le PSU joue a un rôle prépondérant au sein du Gt où il pourra se livrer continuellement au chantage.

Les partisans de la dévaluation exercent une grande influence au sein du PSC/

La perspective de dévaluer le moment venu, permet de pratiquer pendant un certain temps une politique de démagogie vis-à-vis des travailleurs, des détaillants, des paysans.

Le PSC sera seul à bénéficier de cette démagogie.

La constitution d'un Gt d'Union Nale, c'est frayer la route à un Gt PSC , c'est préparer la victoire de la Réaction.

X
X X

La situation est difficile, mais elle n'est pas désespérée, loin de là.

Un Gt de gauche a de bonnes chances de réussir,
Cette situation est incomparablement supérieure à la capitulation

A cette capitulation devant la réaction, le PC ne peut s'associer, si le PSB estime que la collaboration avec le PSC est possible, il lui appartient de prendre ses responsabilités.

En prenant ainsi position contre la collaboration avec le PSC le PC n'entend exercer aucune pression sur les autres partis de gauche.

S'il se trouve placé demain dans l'opposition, le P.C. s'abstiendra de toute démagogie et s'attachera à pratiquer une opposition réaliste, s'inspirant uniquement des intérêts du pays et des masses laborieuses.

On peut nous dire : Gt de gauche est impossible.
Ce n'est pas notre avis.

Nous disons : la quadripartite est impossible. Cela nous amènerait à la dissolution, mais cela ne nous effraye pas. Lutter en commun - au moins au Sénat - donnerait la victoire.

● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ● ●

COMMUNIQUE A LA PRESSE

Le Parti communiste refuse de collaborer à un gouvernement dont les dirigeants réactionnaires du P.S.C. feraient partie.

Communiqué du Bureau Politique du 29 juillet.

Le Bureau Politique s'est réuni sous la présidence du Camarade Lahaut.

Il a pris connaissance de l'ordre du jour voté par le Conseil Général du P.S.B. en date du 28 juillet.

Afin d'éviter toute équivoque et de ne pas contribuer à la prolongation de la crise, le Bureau Politique tient à déclarer à nouveau que la formation d'un gouvernement de gauche est la seule solution favorable pour résoudre rapidement la crise gouvernementale.

En dépit des affirmations contraires, il estime qu'un tel gouvernement est actuellement possible et parfaitement viable.

Conformément aux décisions prises par le Comité Central du 28 juillet, il rejette catégoriquement, dans les circonstances présentes, toute participation du Parti communiste à un gouvernement dont feraient partie des dirigeants réactionnaires du P.S.C.

Il estime qu'accepter l'entrée de ceux-ci dans un gouvernement, constituerait une capitulation des partis de gauche devant la réaction, affaiblirait les forces démocratiques du pays, renforcerait l'agitation léopoldiste et favoriserait dangereusement les manœuvres des puissances d'argent contre le franc et les droits acquis des travailleurs.

Le Bureau Politique décide d'organiser pour mardi et mercredi une série de larges conférences d'information dans les principaux centres du pays pour exposer le sens et la portée de sa décision.

Aut 46

BP02_1946_08

46.037

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

M/G.

R

BRUXELLES, le
BRUSSEL, den

13 août 1946.

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

Cher Camarade,

Nous te prions d'être présent à une réunion du Bureau
Politique, demain mercredi 14 courant à 15 heures.

Ordre du jour

- La Conférence Nationale du Travail et la situation politique -
rapporteur : Th. DEJACE.
- Communication sur les projets de loi intéressant les Victimes de
la Guerre - rapporteur : J. TERFVE.
- Communication sur les Congrès fédéraux et les conférences d'infor-
mation fédérales, en liaison avec la C.N.T., la situation politique
et les élections communales.

Fraternellement,

Pour le Secrétariat :


R. DISPY.

Compte-rendu de la réunion du Bureau Politique du
Parti Communiste de Belgique du mercredi 14 août 1946.

- - - - -

1.- Les résultats de la Conférence Nationale du Travail

Le Bureau Politique constate avec satisfaction les résultats positifs obtenus à la Conférence Nationale du Travail à savoir:

1/ un assouplissement de la politique du blocage des salaires, par la reconnaissance de 9.12 et 15 Frs comme minima vers lesquels doivent tendre tous les bas salaires.

2/ les bases jetées pour une mise au point, des réajustements de salaires des diverses catégories.

3/ les majorations consenties en faveur des ouvriers mineurs, et le principe de la rétro-activité de ces majorations au 1er juillet.

Cependant, il pense que les décisions prises en faveur des travailleurs eussent gagné à être plus fermes et plus claires, et qu'elles auraient dû marquer davantage la nécessité de s'appuyer sur les masses laborieuses et de les associer à la lutte pour l'accroissement de la production et le contrôle efficace des prix de revient.

Le Bureau Politique affirme la volonté du Parti Communiste d'appuyer les actions qu'entreprendront les travailleurs et leurs organisations syndicales, pour rendre effectives, dans un temps très court l'application des nouveaux minima et la réalisation des réajustements de salaires.

2.- Les mouvements de grèves.

Le Bureau Politique estime que les récents mouvements de grèves, et notamment celle des Tramways et celle de l'usine de Tervre, sont le signe d'un mécontentement profond des travailleurs qui s'impatientent à juste titre de voir se prolonger une situation où tout le poids du redressement du pays repose sur leurs épaules, et où les forces réactionnaires continuent de freiner et de saboter l'effort de rénovation.

2.

Il assure les travailleurs en grève du soutien du Parti Communiste.

Il pense que dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes et du pays tout entier, il est souhaitable d'arriver au plus tôt à une solution d'apaisement.

Il fait appel aux organisations syndicales et aux autorités publiques pour qu'elles recherchent sans tarder le moyen le plus sûr de mettre fin aux conflits en cours, en accordant aux travailleurs les satisfactions légitimes qu'ils réclament.

Le Bureau Politique invite les travailleurs à faire échec à toute tentative de dresser la population contre les grévistes et de transformer les mouvements de revendication en manœuvres dirigées contre un gouvernement des gauches.

3.- Les projets de loi en matière de victimes de la guerre.

Le Bureau Politique salue avec joie le dépôt par notre Camarade Jean Tervys du Statut du Prisonnier Politique, et du projet de loi sur les dommages de guerre.

Il invite les représentants du Parti tant au Gouvernement qu'au Parlement à multiplier leurs efforts pour que les projets soient examinés et adoptés dans le temps le plus court.

-:-:-:-:-

46.038

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le

BRUSSEL, den

20 août 1946.

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan

Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

Cher Camarade,

Nous te prions d'être présent à une réunion
du Bureau Politique, jeudi 22 crt., à 15 heures.

ORDRE DU JOUR :

- 1/ Situation politique - rapporteur : J. TERFVE.
- 2/ Communication sur la préparation des élections communales
rapporteur : R. DISPY.

Fraternellement.
Pour le Secrétariat :

R. DISPY.

46.039

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le

BRUSSEL, den

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan

Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

Cher Camarade,

Nous te prions d'être présent à la réunion du Bureau politique qui se tiendra lundi 28 oct. à 15 heures, au siège du Parti.

ORDRE DU JOUR :

- 1/ Situation politique .- Rapporteur : J. TERFVE
- 2/ Communication sur la préparation des élections communales
Rapporteur : R.DISPY.

Fraternellement.
Pour le Secrétariat:

R.DISPY.

Rapport de Terfve sur situation politique

Quels étaient les buts de notre participation : écarter le P.S.C., participer à un Gouvernement démocratique menant une action en faveur des masses travailleuses.

Au cours des dernières semaines du Gouvernement Van Acker, nous avons ressenti une certaine impopularité et nous avons pu redresser la situation par la résolution du Comité Central et par celle du B.P. du 11.7 donnant les neuf conditions de notre participation. Cette position a d'ailleurs été précisée encore dans notre lettre à Spaak.

Avons accepté la participation au Gouvernement Huysmans suivant l'orientation générale de la politique du Gouvernement précédent mais avec certains assouplissements notamment en matière de salaires.

Nous exigeons les minima de 9, 12 et 15 . et les réajustements. En ce qui concernait les prix, nous nous élevions contre toute hausse et demandions le contrôle des prix de revient. Nous demandions le relèvement des prix agricoles et des marges bénéficiaires du commerce de l'alimentation.

Où en sommes-nous ?

Secteur salaires : Au cours de la C.N.T. les minima ont été reconnus non comme une obligation mais comme une situation vers laquelle on pouvait tendre moyennant accord du Ministre.

En ce qui concerne les réajustements, le principe a été admis mais sans fixation de délai .

Les résultats négatifs de la C.N.T. ont été aggravés par les commentaires de Troclet insistant sur le maintien de la politique de blocage des salaires. Le Parti a immédiatement réagi et nous sommes intervenus au Conseil des Ministres en protestant que les commentaires de Troclet ne cadraient pas avec la ligne du Gouvernement . A la suite de notre intervention, il a été décidé de faire un communiqué qui a été discuté en Conseil des Ministres.

Dans le secteur des prix, il y a augmentation du charbon , augmentation qui avait été amorcée par le Gouvernement Van Acker remplaçant les subsides aux charbonnages par une augmentation du prix de vente.

Libaert a pris une série d'arrêtés augmentant le gaz et l'électricité, Troclet et Rongvaux ont augmenté les trams , un autre arrêté encore a permis l'augmentation des aciers et enfin de l'électricité. Les prix ont été également augmentés en matière agricole.

Le Gouvernement actuel ne tend pas à contrôler suffisamment les prix de revient, une Commission a été constituée mais qui n'offre pas les garanties voulues.

On peut certainement constater une augmentation de la production belge et cependant depuis tout 45, les salaires n'ont plus été augmentés. Or nous voulons arriver à combler l'écart entre les prix et les salaires en agissant plus particulièrement sur les prix de revient. Or, les prix de revient baissent avec l'augmentation de la production. A la suite de la C.N.T. des mouvements de grève ont éclaté un peu partout dans le pays. Il y a eu la grève des trams à Bruxelles qui s'est étendue à tout le pays. Troclet n'accepte le réajustement que de certains salaires. A remarquer que les négociations ont été menées non par le Gouvernement mais par les deux ministres responsables qui ont immédiatement accordé en compensation de certaines augmentations de salaires une augmentation considérable des tarifs, que Rongvaux a essayé de justifier.

L'opinion publique ne comprend pas cette augmentation alors qu'une baisse avait été accordée quelque temps auparavant.

Il y a eu ensuite l'incident des charbonnages: au moment de la C.N.T. les patrons charbonniers ont communiqué aux ministres compétents

qu'ils ne pouvaient continuer à vendre le cahrbon au même prix. Par diverses augmentations, notamment pour l'augmentation des salaires, pour les vivres distribués aux minaurs, pour les paiements aux prisonniers de guerre, ils proposent de faire passer le prix du charbon de 525 à 722 Fr.

Ces questions ont été discutées au cours d'une réunion des charbonniers avec Libaert, Vautier, Troclet et le Premier Ministre. Les quatre ministres se croient autorisés, malgré des décisions du Conseil des Ministres, à accepter les ~~propositions~~ ^{propositions} des patrons charbonniers

ils vont même plus loin, ils acceptent d'accorder aux patrons charbonniers une avance de trésorerie de deux fois 70 millions en attendant que l'enquête sur les prix de revient soit terminée. La situation a été examinée au Conseil des Ministres et il a été écrit aux patrons charbonniers une lettre ratifiant les décisions des quatre et menaçant les patrons charbonniers de réquisition des charbonnages s'ils ne se montraient pas satisfaits.

Nous voyons alors se développer une campagne de presse contre le Gouvernement Huysmans dont on souligne les hésitations et que l'on compare à Van Acker.

Au sein du Conseil, la politique Van Acker est défendue par Troclet plus particulièrement en matière de blocage des salaires, mais non en matière des prix.

Le Parti a marqué sa position favorable aux mouvements de grève par la résolution du darnier B.P., pas de réaction immédiate dans la presse, mais quatre jours après, le Peuple publie un article sur la duplicité des communistes, agents doubles.

Cela nous a amenés à poser la question au Conseil des Ministres, notamment en ce qui concerne l'augmentation du tarif des trams et la question charbonnière. Nous avons développée la thèse que les engagements du Gouvernement n'étaient pas respectés : les salaires minima n'ont pas été accordés, il n'y a plus de contrôle des prix, les quatre ont dépassé les décisions du Conseil des Ministres. Nous avons également posé la question du contrôle des prix et celle du rajustement des salaires. Nous avons demandé que soient rapportées les décisions prises en matière de gaz et d'électricité. Libaert a souligné que l'incidence sur la production serait minime et les décisions ont été maintenues.

Il a été décidé que Huysmans ferait un discours à la radio pour clarifier la situation, déclaration qui serait rédigée par quelques ministres. Pratiquement, Torfve a été appelé à rédiger un schéma, Huysmans s'en est inspiré partiellement, notamment en ce qui concerne la politique des prix.

Ce discours a été moins mauvais qu'on ne pouvait le craindre et a fait bonne impression sur l'opinion publique.

La politique des prix et salaires telle que pratiquée par Van Acker est battue en brèche, l'opinion publique considère que le blocage des salaires est maintenu tandis qu'il ne l'est pas dans le domaine des prix, on constate un renchérissement du coût de la vie : trams, gaz et électricité. Dans l'opinion publique on associe le Parti à cette responsabilité, le Parti ayant poussé à la constitution de ce Gouvernement. Le rétablissement que le Parti avait pu opérer à la suite du C.C. jusqu'à la constitution du Gouvernement ~~XXXXXXX~~ Huysmans s'est effondré et nous nous trouvons devant une situation aussi mauvaise qu'antérieurement (plus mauvaise dit Lalmand).

La question de notre participation se pose à nouveau, si nous sortons immédiatement avant les élections, cela risque d'apparaître comme une manoeuvre électorale. Nous devons donc être extrêmement prudents de façon à n'apparaître pas comme des tombeurs de Gouvernement sans raison suffisamment valable.

LALMAND

Ayant été absent pendant 15 jours, je n'ai pas vu l'évolution de la situation, mais elle m'apparaît particulièrement grave, non seulement pour le Parti, mais pour le pays tout entier.

Que représente pour nous la participation? Depuis août 45, lorsque les catholiques ont quitté le Gouvernement, notre objectif essentiel a été d'écarter la réaction. Ce mot d'ordre était juste mais la constitution d'un Gouvernement n'est pas un but en soi, il y a surtout la politique du Gouvernement et un Gouvernement de gauche pratiquant une politique réactionnaire discrédite la démocratie et plus particulièrement le P.C. Nous voulions que le Gouvernement de gauche défende les intérêts des masses laborieuses contre le grand capital, nous voulions éviter que les frais de la guerre ne soient endossés aux seules classes laborieuses.

Que s'est-il passé? Au lendemain du départ des catholiques, nous avons connu une période d'espoir et de confiance au cours de laquelle le pays a commencé un redressement appréciable. Mais, petit à petit, nous avons dû constater que la reprise économique n'apportait rien aux travailleurs car il n'était pas question d'augmentation de salaires. Notre thèse était: relever les salaires puisque la production a augmenté. Lorsque nous avons formulé des critiques à l'égard du Gouvernement Van Acker, celui-ci s'est rendu compte du danger et a décidé de procéder aux élections, lesquelles n'ont pas donné les résultats espérés du point de vue démocratique, malgré la victoire du Parti Communiste, le rapport des forces entre le P.S.C. et la démocratie n'étant pas celui que nous avions espéré.

La réaction, dès lors, s'est montrée plus agressive qu'auparavant soutenue au sein des partis démocratiques par certains éléments favorables à la participation avec le P.S.C.

Simultanément, nous avons assisté à une aggravation de la situation sur le plan international, offensive de plus en plus violente contre l'Union Soviétique et les pays "satellites", les partis communistes dépeints comme les agents de Moscou.

Dès le lendemain du 17/2, nous voyons les avantages de notre participation au Gouvernement s'annuler et les ~~xxxxxxx~~ dés-avantages augmenter. Aujourd'hui nous devons faire le point. Aux yeux des masses laborieuses nous sommes leurs représentants les plus qualifiés et apparaissions comme responsables lorsque les promesses ne sont pas tenues et ~~xxxx~~ ~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ c, est exact.

Nous avons constaté que nous perdions le contact. Van Acker prétendait maintenir le blocage des salaires et celui des prix jusqu'au moment où il a décrété la baisse des 10 %. Il est certain que la politique de blocage était favorable au capital, la production augmentant, les prix de revient diminuant et les bénéfices vont aux industriels.

Nous avons alors exposé notre thèse qui était: il y a moyen d'augmenter les salaires sans augmenter les prix, pour cela il faut contrôler les prix de revient. On a créé les commissions de contrôle qui ne donneront pas les résultats que nous espérons car l'instrument créé n'~~xxxxxxx~~ ~~xxxxxxxxxxx~~ offre pas toutes les garanties.

A ce moment, Van Acker a été obligé de tenir compte du mécontentement et il a été obligé d'accepter d'aller à la Conférence du Travail et de rediscuter les salaires.

Le gouvernement a été renversé et Van Acker a fait de nombreux efforts pour constituer un Gt à 4. Nous avons continué à lutter pour obtenir Gt démocratique, nous sommes montrés plus exigeants, répercussion favorable dans les rangs du P. et parmi les travailleurs. Le Gt se constitue sur la base de nos propositions. Nous obtenons l'augmentation des salaires mineurs, l'augmentation des minimas, le rajustement des salaires, l'ensemble du problème des salaires devait être revu lorsque la production aurait atteint certain niveau.

Bien que les socialistes se soient montrés très prudents en ce qui concern les modifications de prix, nous avons obtenu que l'on revoit les marges bénéficiaires de l'alimentation et les prix agricoles. Néanmoins, ce ne fu pas signalé dans l'adéclaration gouvernementale; les socialistes estimant qu'il fallait se montrer prudents.

Tout le monde était d'accord qu'il faudrait augmenter certains prix avec prudence.

Qu'a-t-on réalisé.

Les salaires des mineurs sont ce qu'il y a de mieux.

Minimas.- On "tend" vers une augmentation alors que nous voulions obligati

En ce qui concerne les prix, la situation est grave.- Aspect positif :

on a revu les prix des céréales, mais pas ceux de la viande et du lait.

Pas revu les marges bénéficiaires des petits commerçants de l'alimentation.

Le charbon a été augmenté une première fois par le Gt Van Acker, afin de suspendre les subsides. Le charbon a été à nouveau augmenté par le Gt Huy

mans et puis on augmente le gaz et l'électricité et enfin l'acier. Cepen-

dant, lorsqu'il était au gouvernement, De Smaele avait affirmé que l'aug-
mentation du charbon si elle provoquait l'augmentation du gaz, n'influen-
cerait pas celui de l'électricité et de l'acier.

Lors de la constitution du Gt on était d'accord d'augmenter quelque peu

les ~~prix~~ salaires et pas les prix. Après 15 jours, je constate

que l'on n'a pas augmenté les salaires, mais les prix. De plus l'augmenta-
tion de l'électricité va avoir une incidence sur toute une série d'indus-
tries.

En ce qui concerne les trams, il est impossible de s'imaginer que ces

gens travaillaient à perte et il est inadmissible que l'augmentation mi-

nime des salaires permette d'augmenter de façon considérable les tarifs.

Nous nous trouvons au début de la spirale. Si nous nous sommes inclinés

devant les patrons charbonniers et les compagnies de trams, je me demande

ce que le Gt dira lorsqu'il se trouvera devant des demandes d'augmentation
autrement justifiées.

La menace d'inflation se précise et nous risquons d'en apparaître respon-

sables. Le prestige de Van Acker en sortira renforcé, et nous risquons

de voir se constituer un Gt Van-Acker-PSC.

Nous avons été les seuls à prétendre que l'on pouvait augmenter la puis-

sance d'achat des salaires sans toucher aux prix. Si dans quelques semaine

on explique que les résultats de la CMT ont provoqué des augmentations de

prix et ensuite l'inflation nous apparaîtrons comme en étant responsables.

C'est dans le cadre de cette situation que nous devons examiner notre posi-
tion.

J'ai l'impression très nette que nous avons tendance à considérer comme

facteur principal l'augmentation des salaires. Je pense que dans la situ-

ation actuelle le blocage des prix est un facteur plus important que celui

des salaires. La grande menace actuelle est de voir les prix partir en

flèche : déjà il y a les transports en commun, le charbon, l'électricité.

Or, l'électricité intervient dans 90% des P.R.

On est en train de charger le Gt actuel de réaliser les prophéties de

Van Acker. Il est infiniment plus grave d'apparaître comme responsables

du déblocage des prix que du blocage des salaires.

Le BP doit prendre position très nettement. Nous devons confronter la

situation actuelle avec les engagements pris. Devons faire remarquer le

décalage considérable et exiger qu'il y soit mis fin et qu'on se conforme

aux promesses faites en ce qui concerne les prix : seuls les prix des

produits de la terre et certaines marges bénéficiaires doivent être revus.

Nous devons faire dépendre le maintien de notre participation ~~xxxx~~ au
respect des engagements.

Nous devons d'avance répondre aux articles de Larock en faisant ressortir

que cette ligne est bien celle du Parti, de la presse, mais aussi des com-
munistes collaborant au Gt.

Devant cette situation Lalmand demande que Terfve ne parte pas en congé.

Borremans. - Marque son accord avec position Terfve et Lalmand.
Du point de vue de l'opinion publique, nous avons perdu le terrain que nous avions regagné, (par l'augmentation des tarifs des trams).
Souligne la position capitulaire de la FGTB.
Souligne que les prix ont été augmentés pour certaines catégories de trusts.
Nous avons été ceux qui ont poussé à la constitution du Gt, nous apparaît-
trons comme responsables.
Si le Gt ne modifie pas sa position, nous devons revoir la question de la participation.

Van Hoerick. - Signale des grèves dans la métallurgie à Gand.
D'accord avec les conclusions de Lalmand. L'absence du PSC du Gt ne justifie plus notre présence. Il est grand temps d'agir. Le BP doit prendre position et mettre les points sur les i, et donner aux ministres communistes mission de défendre notre point de vue.

Félix Coenen. - Il faut sortir du Gt, mais dans de bonnes conditions.
Il faut trouver ces bonnes conditions....

Lalmand. - Considère qu'il y a 4 choses à défaire : les avances de trésorerie aux charbonnages, l'augmentation des prix de l'acier, l'augmentation des prix de l'électricité, une partie de l'augmentation des tarifs de trams.

Clavel. - D'accord avec proposition de Lalmand. - Seulement Terfve a accepté les avances de trésorerie. - Si nous acceptons le principe que c'est Van Acker qui est responsable des prix du charbon, nous devons admettre que Liebaert a repris les projets de Devèze en ce qui concerne le gaz et l'électricité.

Lalmand. - Fait remarquer que nous ne pouvons prendre la responsabilité d'arrêts "préparés" et non passés par Devèze.

Van Aerschot. - D'accord avec rapport Terfve et conclusions de Lalmand.
Notre sortie du Gt devrait s'accompagner d'une large campagne d'éclaircissements. Il faut remarquer que malgré leur politique les socialistes parviennent en Flandres à mobiliser de larges assemblées d'hommes et de femmes. Il insiste également pour qu'on souligne l'unité de vue entre le P. et les ministres.
Souligne que c'est notre programme et non notre participation à un Gt de gauche qui a soulevé l'enthousiasme.

Herssens. - D'accord avec conclusions de Lalmand. Fait remarquer lassitude parmi les travailleurs. Insiste pour que nous sortions le plus vite possible du Gt afin de ne pas le faire à la veille des élections. D'accord avec Lalmand de mettre l'accent sur le blocage des prix. Notre sortie du Gt provoque l'enthousiasme.

Dispy. - D'accord avec Terfve et Lalmand. - Souligne que nous nous trouvons devant un mouvement de masse pour une augmentation générale des salaires et non pas des minimas. D'accord que le problème du blocage des prix est le vrai problème. La question est, non pas de sortir du Gt mais de faire appliquer notre programme. S'il y a certaines provocations patronales, il faut reconnaître qu'il y a une volonté manifeste des travailleurs de sortir de la situation actuelle. Il faut encourager l'action syndicale pour les rajustements de salaires. Il faut souligner combien la position de Trooclet est fautive.

En ce qui concerne notre sortie du Gt, nous ne devons pas compromettre l'idée de l'entente démocratique et de l'entente ouvrière.
Nous devons nous limiter aujourd'hui à poser la question du respect du programme et réexaminer par la suite au BP ou même au CC ce qu'il y a lieu

56

faire. Peut-être devrions-nous demander la dissolution.

Clavel. - D'accord sur l'essentiel. - Nous ne pouvons continuer notre participation si les conditions qui ont été à la base de notre participation ne sont pas respectées.

Comment procéder?

Nous devons d'abord mettre à l'avant plan les ~~xxxxxxx~~ conditions bien nettes qui avaient été acceptées: relèvement des minima, réajustement des salaires.

D'accord avec Lalmand que les questions de salaires perdent de leur sens si les prix augmentent plus que les salaires, ce qui s'est passé dans cas des tramways. L'important est naturellement la corrélation entre les prix et les salaires.

En ce qui concerne les prix, nous devons exiger qu'ils ne soient pas augmentés.

Nous pourrions faire les propositions suivantes :

1) Exiger le contrôle des super bénéfices dus à l'exportation, faire percevoir une taxe spéciale.

2) En ce qui concerne les augmentations de prix déjà accordées, il ne nous sera pas toujours possible de faire revenir sur ces décisions, notamment en ce qui concerne le charbon. Nous pourrions exiger une enquête avant de laisser accorder les augmentations en matière d'aciers, d'électricité.

Pour les tarifs de trams, il faudrait trouver une formule accordant des tarifs réduits à certaines catégories de travailleurs.

Nous devons établir une plateforme non démagogique qui ne risquera pas de nous faire apparaître comme des toubours de gouvernement.

Notre plateforme pourrait être présentée sous forme de mémorandum à remettre à chacun des ministres.

Nous devons éviter que dans le Parti on considère que la seule issue est de sortir du Gt. Nous devons au contraire lutter pour de meilleures conditions de vie pour les travailleurs, contre la dévaluation.

Lalmand. Cependant nous ne pouvons avoir l'air de chercher des excuses pour rester au Gt.

Clavel. Il faudra également veiller tout spécialement à ce qui se passe dans les milieux syndicaux. Il faudra convoquer une vaste commission syndicale élargie.

Lahaut. - Certains camarades semblent heureux à l'idée que nous pourrions sortir du Gt. Ne pas oublier que c'est au moment ~~xxxxxx~~ où nous avons posé nos conditions que nous avons été le mieux compris. La grosse question, est qu'un Gt démocratique ne soit occupé à faire la politique de la réaction. Nous devons non pas menacer de sortir du Gt mais exiger qu'il respecte ses engagements. Notre sortie ne peut apparaître comme une manœuvre électorale.

Notre parti doit participer aux mouvements ouvriers.

Nous devons souligner les résultats positifs du Gt. (pensionnés, dommages de guerre, PP etc...)

Torfyve. - Marque son accord avec Lalmand qui insiste sur le blocage des prix.

Lalmand insiste à nouveau sur cette importante question, craignant qu'il y ait malentendu. L'essentiel en ce moment est de bloquer les prix. On ne peut pas admettre que des augmentations de salaires soient le prétexte d'augmentations de prix. Le rajustement des salaires n'a de sens que dans une situation stable. Dans une situation mouvante, c'est le début de la spirale.

Le BP marque son accord.

Lahaut. - En conclusion, nous allons publier une résolution du BP marquant notre désaccord avec la politique du Gt, ainsi qu'un mémorandum qui sera remis aux ministres.

Résolution du Bureau Politique du Parti Communiste
de Belgique du 26 août 1946.

1^o. - Le Bureau Politique constate l'inquiétude profonde et le mécontentement qui règnent dans les divers milieux de la population en présence du développement actuel de la politique des prix et salaires.

L'opinion publique et plus spécialement les travailleurs ont le sentiment que si on veut maintenir d'une manière sévère le blocage des salaires, il y a par contre une tendance de plus en plus marquée à tolérer et même à autoriser des augmentations de prix injustifiées.

En effet, alors que les dernières résolutions de la Conférence Nationale du Travail n'ont pas admis que les minima des salaires de 9, 12 et 15 Fr soient automatiquement appliqués et n'ont prévu qu'à titre exceptionnel des rajustements de salaires, une série de décisions et d'arrêtés ont consacré l'augmentation des prix de l'acier, du gaz, de l'électricité, des céréales et des tarifs de tramways.

D'autre part, après une première augmentation du prix du charbon, le Gouvernement se trouve en présence de nouvelles exigences des patrons charbonniers. Dès à présent, elles ont entraîné de nouvelles charges de trésorerie pour l'Etat, et si ces exigences étaient définitivement admises, elles auraient pour effet une nouvelle hausse du charbon.

Les répercussions des hausses déjà admises en matière de prix vont de pair avec la recrudescence du marché noir et le relâchement des mesures de contrôle; elles font craindre à juste titre un entraînement rapide vers des augmentations nouvelles et une montée générale du coût de la vie dont les travailleurs seraient les premières victimes.

Le développement d'une telle situation, qui a déjà provoqué une hausse spéculative des titres en Bourse en même temps qu'une baisse sérieuse des rentes d'Etat, risque de compromettre le sort du franc et d'acculer le pays à la dévaluation.

2^o. - Le Bureau Politique rappelle que depuis de nombreux mois, le Parti Communiste lutte pour que les bénéfices nés de la reprise économique soient répartis d'une manière équitable et pour que les couches laborieuses de la population en reçoivent la part plus substantielle qui leur revient.

Le Parti Communiste considère que devant l'accroissement constant de la production qui atteint à l'heure actuelle environ 80 % du chiffre d'avant-guerre et devant les bénéfices importants qu'il permet à un nombre considérable d'entreprises de réaliser, il serait faux de prétendre que toute augmentation de salaire doive automatiquement entraîner une hausse correspondante des prix.

En fin de compte, des augmentations de salaires seraient illusoire si elles devaient être suivies ou précédées d'un accroissement général des prix. Dans les circonstances présentes, une des conditions préalables d'une augmentation véritable et substantielle du pouvoir d'achat de la population est le maintien du niveau général des prix et l'abaissement d'un certain nombre d'entre eux.

3°.- C'est dans cet esprit qu'au moment de la formation du Gouvernement actuel, le Parti Communiste a déterminé les conditions de sa participation.

Un accord a été conclu qui prévoyait notamment :

- l'acceptation de 9,12, et 15 frs comme minima de salaires à appliquer pour le 1er août;
- le rajustement de salaires de certaines catégories à réaliser pour le 1er septembre;
- le maintien du niveau général des prix exception faite pour certains produits agricoles, afin de permettre l'indispensable mobilisation de la récolte;
- l'abaissement des prix qui apparaîtraient comme trop élevés.

Le Bureau Politique est contraint de constater que l'action gouvernementale de ces dernières semaines s'est développée dans un sens fort différent de celui des accords qui avaient été conclus.

En effet, les taux de 9,12 et 15 Fr n'ont pas été acceptés comme des minima obligatoires.

Les rajustements de salaires n'ont été admis qu'à titre tout à fait exceptionnel sans qu'une date ait été fixée pour leur application.

D'un autre côté, des augmentations de prix ayant une incidence grave sur le coût général de la vie ont été consenties dans une série de domaines sans que l'octroi de ces augmentations ait été précédé d'une enquête approfondie sur les prix de revient et les bénéfices réalisés.

4°.- Le Bureau Politique tient à réaffirmer l'attachement du Parti à la formule d'un gouvernement de gauche et son désir de mettre tout en oeuvre pour que la politique sur laquelle un accord a été réalisé soit poursuivie avec un plein succès.

Toutefois il entend déclarer que, même sous le couvert d'un gouvernement de gauche, il ne pourrait s'associer à une politique lésant les intérêts vitaux des travailleurs, discréditant la démocratie, favorisant les desseins de la réaction et risquant de conduire le pays à la débacle financière.

C'est pourquoi le Bureau Politique estime indispensable que le Gouvernement clarifie la politique qu'il entend poursuivre.

5°.- Le Bureau Politique considère que pour faire face à la situation actuelle une saine politique de prix et salaires doit être dominée par le souci d'augmenter la production, d'accroître le pouvoir d'achat et d'assurer la stabilité de la monnaie.

Pour atteindre ces buts il y aurait lieu :

- a) de combattre résolument toute augmentation de prix qui serait à charge du consommateur ou de l'usager;
- b) d'établir, en vue d'éviter toute hausse nouvelle des prix, une taxe exceptionnelle de compensation frappant les super-bénéfices réalisés à l'exportation. Cette taxe serait utilisée pour alimenter un fonds spécial placé sous le contrôle du gouvernement et dont les produits seraient versés aux secteurs dans lesquels, après enquête impartiale et approfondie, les prix de vente s'avèreraient déficitaires.
- c) De suspendre les effets des arrêtés autorisant la majoration des prix de l'électricité et de l'acier jusqu'au moment où seront déposées les conclusions d'une commission spéciale d'enquête chargée d'examiner les prix de revient de ces matières et de déterminer si les marges bénéficiaires ne sont pas en mesure de couvrir sans inconvénients

graves les modifications de prix provoquées par la dernière augmentation des prix du charbon.

- d) de repousser les prétentions injustifiées des patrons charbonniers, d'accélérer et de mener avec le plus grand soin les travaux de la commission interministérielle des charbons, d'exiger le remboursement immédiat des avances extraordinaires de trésorerie consenties pour le mois d'août et septembre dans le cas où les résultats de l'enquête feraient apparaître que les chiffres mis en avant par les patrons charbonniers ne sont pas fondés.
- e) de compenser les majorations des tarifs de tramways par l'instauration de cartes spéciales à tarif largement réduit accordées à toutes les catégories de travailleurs admises au bénéfice du rééquipement ménager ainsi qu'aux pensionnés.
- f) Afin d'alléger les sacrifices supportés par les catégories de travailleurs les plus modestement rétribués et afin d'assurer le respect des engagements pris lors de la formation du Gouvernement d'admettre comme minima officiels de salaires les taux de 9,12 et 15 fr, et de hâter les rajustements là où ils s'avèrent motivés.

Le Bureau Politique est persuadé que les travailleurs soutiendront tous les efforts qui seront entrepris pour obtenir et faciliter l'application de ces mesures.

6°.- Le Bureau Politique s'élève avec énergie contre les accusations de double jeu dont sont l'objet, dans certains milieux, les représentants du Parti Communiste au Gouvernement.

Les Ministres Communistes ont toujours défendu en pleine clarté au sein du Gouvernement la politique du Parti telle qu'elle a été déterminée par les décisions régulièrement publiées du Bureau Politique et du Comité Central.

Le Bureau Politique souligne l'appui efficace que le Parti a apporté aux Gouvernements de gauche, la part positive que les ministres communistes ont pris à l'action gouvernementale, ainsi que les réalisations concrètes

-5-

qu'ils ont accomplies dans les départements qui leur ont été confiés.

En leur renouvelant la confiance entière du Parti, le Bureau Politique les charge de porter à la connaissance du Gouvernement le contenu de la présente résolution dans les formes qu'ils jugeront les plus appropriées.

o

o

c

September 46

3P02_1946_09

Tâche essentielle : Rénover le pays.

A.- Comment rénover le pays?

- 1) augmenter la production,
- 2) rééquiper,
- 3) préparer la réorientation économique,
- 4) augmenter les exportations,
- 5) assainir la balance commerciale et la balance des comp
- 6) trouver les fonds nécessaires au rééquipement et à la reconstruction.

*Augmenter le commerce
interieur en augmentant
le standard de vie des
populations.*

B.- Mais il ne suffit pas de rénover - il faut déterminer dans quel
sens, en faveur de qui on rénovera.

ou en faveur des masses laborieuses, de la nation,
en faveur des puissances d'argent.

Il va sans dire que nous voulons que ce soient les masses labo-
rieuses, c-à-d la nation qui bénéficie de la rénovation.

C.- Pour que la rénovation soit orientée dans ce sens, elle doit pou-
voir être réalisée dans le cadre d'un régime démocratique, ren-
forcé, élargi.

Cela implique le renforcement de notre politique d'union des démoc-
rates, d'unité des travailleurs.

D.- Que signifie sur le plan économique et social la rénovation dé-
mocratique du pays?

- I) S'assurer la collaboration enthousiaste des travailleurs,
par répartition équitable des sacrifices, mais aussi des
profits, salaires, législation sociale.
période après la libération,
notre juste part de la reprise,
intransigeance de Van Acker,

C.N.T. 10%

Résultats obtenus au cours des derniers mois.

2.

Peut-on aller plus loin dans le domaine des salaires?

Oui, mais il faut procéder avec prudence.

Pourquoi? à cause de la menace d'inflation qui diminuerait brutalement la puissance d'achat des salaires.

L'essentiel c'est de maintenir les prix qui ne peuvent être comprimés et de faire baisser les autres.

L'augmentation de la puissance d'achat des salaires par diminution du coût de la vie a une importance économique très grande : augmenter nos possibilités d'exportation. Nos prix sont en général plus élevés que les prix mondiaux, mais ceux-ci montent depuis quelques mois.

Il faudrait pouvoir se faire une idée exacte du rapport pri-salaires, de l'évolution de ce rapport :

index du coût de la vie,

|| Agmentation puissance d'achat par démocratisation fiscalité.

Peut-on faire baisser certains prix?

Oui.- Comment?

1) Mettre fin à la pratique des prix illicites, azote, produits divers, viande.

Collaboration des travailleurs.

2) Contrôle des prix de revient-extrêmement difficile, résultats médiocres.

Participation du monde du travail à la gestion des entreprises permettrait surmonter facilement les difficultés.

3) Deuxième élément essentiel de la rénovation démocratique :

3.

Politique de baisse des prix de revient.
attitude patronale - deux exemples,
agriculture,
Charbonnages.

Le prix de revient est tel qu'enous devons obtenir augmentation
ou subside.

Pourquoi ne pas faire baisser les prix de revient?

production charbon 580-777

absentéisme,

Politique charbonnage, mauvaises veines,

pas de réinvestissements, milliards ont servi à distribuer des
dividendes.

Situation similaire dans la plupart des secteurs (sidérurgie)

- Pas d'augmentation des prix,

éventuellement subsides mais pas à charge du trésor
(Solidarité)

inégalité des profits,

prélever sur profits résultant exportation dif-
ficile, tout comme contrôle des prix de revient.

4° Lutter contre le marché noir et élimination
des intermédiaires parasites.

Situation économique.-

Nouspiétinons : 80%.

Importations - exportations pratiquement libres.

Politique à courte vue sans souci du lendemain

Conséquences :

B alance commerciale au 1/8	Exp.	15,7.
	Imp.	28,683

Balance des comptes.

Fraude à l'importation,

" " l'exportation.

Pour certains produits (sidérurgie) marché intérieur négligé.

Absence de plan se fait sentir, mais un plan implique un certain contrôle- une certaine orientation générale.

Ce contrôle, cette orientation générale, le gouvernement ne les réalisera qu'avec la collaboration du monde du travail qui doit participer à la gestion de notre économie nationale.

Dans le domaine du rééquipement, rien ou presque rien n'a été fait.

L'étranger a sur nous une avance considérable, non seulement rien n'est fait pour rattraper ce retard, mais notre potentiel de production d'avant-guerre n'est même pas rétabli.

Politique patronale : profiter du boom,

faire monter les prix de vente, plutôt que de faire baisser les prix de revient;

Les subsides accordés libéralement ont encouragé cette attitude qui, si on la tolère plus longtemps, peut avoir des conséquences désastreuses.

Dans le domaine de la ré-orientation économique, rien n'est fait,

pratiquement aucune initiative de la part de l'industrie, aucun désir d'élaborer un plan avec ou sans la collaboration du Gt.

Plan des puissances d'argent : retour à la liberté, lâcher les pri

dévaluation,
après ?;;; on verra bien.

5.

La mise en application d'un pareil plan se ait peut-être désavantageux pour la haute finance et la grosse industrie, il serait certainement désastreux pour les travailleurs et pour le pays.

Plan Vauthier.-

Financement du rééquipement,
Nationalisation de la Banque Nationale,
Retrait projet DeSmael pour les charbonnages,

Ceci nous amène à un troisième élément de la rénovation démocratique :

La nationalisation du crédit et de certaines industries-cl
qui doivent permettre de briser la résistance des puissances d'argent.

Il est essentiel d'obtenir la collaboration enthousiaste des travailleurs. Pour cela :

Il faut être clair et précis quant aux objectifs à atteindre
quant aux moyens à utiliser
pour les atteindre.

Depuis la libération, on n'a pas progressé autant qu'on aurait pu le faire dans la voie de la rénovation démocratique, bien que certains indices plus favorables apparaissent ces derniers temps.

Notre intervention a provoqué le choc.

Souligner importance des résultats partiels acquis.

Pourquoi pas fait davantage?

Forte opposition réactionnaire.

Composition majorité,

Flirtage avec PSC

Manque de courage vis-à-vis des puissances d'argent.

Nous constatons un certain fléchissement de la résistance libérale.

Certaine évolution socialiste,

Etoile de Van Acker pâlit?

Spaak absent?

Article Larock.

Congrès PSB.

S'agit-il de démagogie électorale? oubliant les ennemis de la participation avec PSC ont-ils renforcé leurs positions?

En tous cas, programme commun est possible, accord sur la plupart des points.

Nous devons le souligner constamment au cours de la campagne électorale.

Problèmes communaux,

mais aussi signification des élections.

Réaction-déévaluation c/ démocratie et rénovation,
amélioration standard de vie.

Donc pour maintien du gouvernement démocratique, la réaction maintenue dans l'opposition.

Pourquoi la réaction et pas le PSC?

possibilité de scission PSC si le Gt démocratique est maintenu.

Devons en tenir compte pendant la campagne électorale.

Souligner devant démocrates catholiques qu'il y a place pour leurs représentants au sein du Gt s'ils se libèrent de la tutelle de la réaction.

Présenter succès démocratique, succès communiste aux élections comme le début d'une étape nouvelle qui doit conduire à plus de bien être à la rénovation démocratique du pays.

Appel à la discussion

Contacts soc. lib. dém.-chr.

Programme commun avant élections

:=====:

Van Hoorick. - Le nombre des dockers étant trop élevé pour le travail qu'il y a en ce moment, les dockers ont revendiqué la "Sécurité d'existence" soit le paiement de 80% de leur salaire pour les jours de chômage. Ils ont obtenu un salaire de 90frs par jour dont il faut déduire la prime de chômage.

Il y a en ce moment 17.000 dockers, on en utilise environ 12.000. Le patronnat a décidé de licencier les dockers n'ayant pas travaillé 30 jours au cours des 5 derniers mois et engagés après 1940. Les dockers n'ont plus confiance dans les dirigeants syndicaux. Il s'est constitué un Comité d'Action. Il y a eu une manifestation de 2.000 dockers. A la suite de cette manifestation, il a été promis que les dockers travaillant avant 40 ne seraient pas licenciés et que pour les autres une commission statuera sur les cas particuliers. Néanmoins plusieurs milliers de dockers risquent d'être mis sur le pavé.

Au cours de la manifestation des 2.000 De Crom a fait un exposé appelant les dockers à reprendre le travail considérant comme une victoire d'avoir obtenu les 90frs. Major a voulu prendre la parole mais a été hué, de même qu'Eekelers. Notre camarade Van den Branden du Comité d'Action a alors pris la parole et a exposé les revendications des dockers :

1° Sécurité d'existence pour les 17.000 dockers.

2° pas d'indemnité de 90frs mais bien de 80% du salaire, allocations familiales en plus.

3° 15 jours de congés payés.

4° Paiement des jours de fête légaux comme pour les autres travailleurs il y avait été renoncé en compensation de la Sécurité d'existence

Il y a eu aujourd'hui une grande manifestation de plusieurs milliers de dockers qui a rencontré la sympathie du public. De nombreuses R.V. ont été vendues : 500 samedi, 1.000 lundi, 500 mardi.

On a collecté et tout le monde donnait.

La FGTB a lancé un tract accusé le Cte d'Action de méthodes fascistes puisque n'ayant pas de mandats, compare la situation des dockers d'Anvers à ceux de Rotterdam et conclut que les nôtres sont mieux payés. Souligne que trop de dockers ont été engagés à la libération et considère que certains doivent s'en aller.

Les dockers vont manifester demain devant le syndicat pour exiger le paiement de l'allocation de grève.

Position du Parti à Anvers : hésitante. La R.V. est le seul journal qui ait soutenu la grève et rencontre la sympathie des grévistes. Notre position est délicate, car les revendications vont trop loin.

Van Aerschot. Mots d'ordre démagogiques que celui du non licenciement au moment où il y a trop peu de main d'oeuvre dans certaines branches d'industrie.

Dispy. - Les vrais et les faux dockers, c'est un mot d'ordre patronal.

Dejace. - A en main un document du Cte Nel du Port d'Anvers. Il a été décidé de créer un Fond de Sécurité pour les dockers alimenté par un versement de 15% des salaires, en compensation, les dockers renonçaient aux jours de fêtes légaux payés. - Le patronnat en profite pour demander une augmentation des tarifs de 15%.

Il y a eu ce matin une visite chez Huysmans qui a parlé de la grève d'Anvers : il y a les vrais dockers et les autres. Il insiste pour que les syndicats fassent entendre raison aux grévistes.

Opinion de Dejace :

La position des grévistes en ce qui concerne la Sécurité d'existence est démagogique.

En ce qui concerne l'embauche et la débauche, il faudrait revendiquer un Conseil d'entreprise qui réglerait ces questions.

Il faut dénoncer la carence de la direction syndicale et revendiquer l'incorporation d'une partie du Cte d'Action dans la direction syndicale, notamment Van den Branden et quelques autres.

Le Parti devrait se rendre auprès des autres partis, du Syndicat, du Cte d'Action et faire terminer la grève.

Van Aerschot suggère une délégation des grévistes chez Huysmans.

Dispy. - Il y a des revendications outrancières notamment le taux trop élevé de la Sécurité d'existence, les 15 jours de congé payés. Mais tout le monde est docker.

Van Hoorick. - Nous devons dégager le principal qui est le maintien des 17.000 dockers.

Glineur. - Chez les verriers, c'est le syndicat qui organise le roulement de travail et de chômage.

Clavel. - Devons prendre position nette. Intervenant plus tôt nous aurions pu éviter certaines outrances. L'essentiel est la question de sécurité. Tous les dockers doivent être maintenus. Pas de différenciation arbitraire. S'il y a des cas contestables, il faudra créer un organisme spécial comprenant des délégués du Cte d'Action.

Nous devons appuyer la revendication du paiement des jours fériés légaux.

En ce qui concerne les autres points, nous ne devons pas insister. Le Cte d'Action doit se faire ratifier par une large assemblée, des éléments du Cte d'Action doivent être introduits dans la direction syndicale.

En ce qui concerne la manifestation de demain, il faudra être prudent et éviter du grabuge.

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Dejace. - L'embauchage et le débanchage doivent être réglés par Commission Paritaire.

90frs d'allocation de Sécurité plus allocations familiales.

Refuser augmentation des tarifs, faire examiner finances du Port par délégués du Ct, du Syndicat et des patrons.

Van Hoorick et Van Aerschot iront à nouveau à Anvers. Des délégations se présenteront à la FGTB, chez les partis démocratiques, au Cte du Port et chez Huysmans.

Le Comité d'Action sera élu demain par les grévistes.

46.044

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le 3/9/46
BRUSSEL, den

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du Bureau Politique.

Chers Camarades,

Le Bureau Politique se réunira demain ven-
credi 4 courant à 18h très précises.

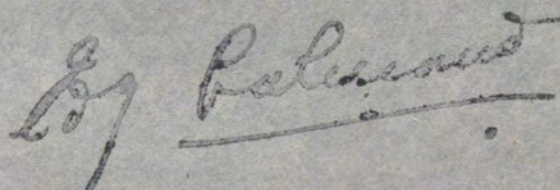
Ordre du Jour : Discussion sur la situation politique

Santé Publique

Dr Marteaux.

Nous comptons sur votre présence à 18 heures
très précise.

Bien fraternellement.



E. Lalmand.

46.045

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE - KOMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIË

BRUXELLES, le
BRUSSEL, den

7/9/46

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

aux membres du Bureau Politique.

Chers Camerades,

Le Bureau Politique se réunira lundi prochain
9 courant à 15 heures.

Ordre du Jour :

Situation Politique
Affaire Degrelle

Dispy.
Borremans.

Il est rappelé aux membres du Bureau Politique
que leur présence est obligatoire, tous autres engagements devant
être décommandés.

Bien fraternellement.

E. P. Rallevand

Intervention de Lalmand sur réorganisation du travail.

A l'avenir le Bureau Politique et le Secrétariat se réuniront chaque semaine à jour fixe:
Secrétariat le vendredi à 10 heures.
Bureau Politique le lundi à 9 heures.

Il faudrait à l'avenir veiller au meilleur fonctionnement de ces organismes.: plus de discipline intérieure. Ainsi, on a été incapable de réunir le B.P. ~~xxxxxxx~~ pendant plusieurs jours, c'est inadmissible. A l'avenir, nous devons être tous présents, les réunions devront commencer à l'heure précise. De plus, les discussions devront être menées avec plus d'ordre et de discipline, il faudra éviter de perdre du temps à répéter ce que les autres ont dit avant.

Nous devons également davantage serrer les rangs afin de maintenir le prestige de la direction, faire un travail plus collectif.

En ce qui me concerne, je serai à la disposition des membres du Parti deux fois par semaine de 10 à 13 heures les mercredi et samedi.

J'en profiterai pour discuter chaque fois de l'activité d'un service du Parti.

Propositions de répartition des tâches.

Dispy.- Organisation,
Administration-trésorerie.
Syndicats-travail aux entreprises.
Parlement.
Espagne.
Presse Nationale.

Glineur.- Cadres.
Vieux.
Mandataires.
Femmes.

Van Hoorick.- Classes Moyennes.
Paysans.
Commission flamande.

Borreman.- F.I.
Sol.
Jeunes.

Terfve.- Victimes de la Guerre.
Intellectuels.
Wallons.

Coenen.- Agit-Prop.

Van Aerschot.- Etrangers MOI.

Lalmand.- A.B.S.
Service Damin.

Lahaut.- Liège.

2.

Rénovation est un secteur qui ne donne pas de bons résultats. Il y manque un copain faisant le travail pratique. Nous proposons Michiel-
sen qui a l'avantage d'être bilingue. En tant que responsable nous pro-
posons Coenen ou Libois. Coenen étant surchargé, nous devrions essayé
d'obtenir la collaboration de Libois.

Frère n'a pas donné satisfaction au poste qu'il occupe, nous pro-
posons de le remplacer par Moerman.

Fonteyne n'a pas donné satisfaction non plus. Nous pensons le mettre à
Solidarité. Nous ne comptons pas le remplacer. Nous pensons qu'il fau-
drait qu'Herssens s'entoure de bénévoles. Damin par exemple a su
grouper autour d'elle toute une série de bénévoles qui font un travail
très productif.

J'insiste auprès de Sam pour qu'il visite plus les fédérations. Ses
déplacements feront beaucoup de bien aux fédérations et également à Sam.
Dispy est chargé de l'application de ces décisions.

46.046

II septembre 1946

Camarade BRONCHART

=====

Cher Camarade,

Le camarade Bert VAN HOORICK vient d'être mandaté par le Bureau Politique de notre Parti pour traiter avec toi dans l'avenir, au nom de la Direction du parti, les tâches nationales dont tu es chargé.

Tu recevras à bref délai une convocation du camarade Van Hoorick.

Fraternellement,
pour le Secrétariat du Parti :

R. DISPY.

Note pour Henri GLINEUR

=====

La camarade Suzanne Grégoire a été avertie par moi de ce que c'est avec toi qu'elle devra dorénavant traiter des tâches dont elle est chargée; elle attend une convocation de ta part.

II/9/46

R.DISPY.

NOTE POUR LALMAND

=====

J'ai avisé tous les responsables nationaux des modifications intervenues quant à la répartition des tâches dans la Direction du Parti, en ce qui les concerne.

Je suppose que tu ~~XXXX~~ te charges d'avertir toi-même Libois pour Rénovation ?

II/9/46

R.DISPY.

II septembre 1946.
mm

MARIANNE
DAMIN

Chère Camarade,

Le camarade Edgar LALMAND vient d'être mandaté par le Bureau Politique de notre parti pour traiter avec toi dans l'avenir, au nom de la Direction du Parti, des tâches nationales dont tu es chargée.

Tu recevras à bref délai une convocation du camarade Lalmand.

Fraternellement,
pour le Secrétariat du Parti :

R.DISPY.

II septembre 1946.

Camarade Berthe BERGER
=====

Chère Camarade,

Le camarade Rik VAN AERSCHOT vient d'être mandaté par le Bureau Politique de notre partie pour traiter avec toi dans l'avenir, au nom de la Direction du Parti, des tâches nationales dont tu es chargée.

Tu recevras à bref délai une convocation du camarade Van Aerschot.

Fraternellement,
pour le Secrétariat du Parti :

R. DISPY.

II septembre 1946.
mm.

Intellectuels
Wallojs
Victimes de Guerre

Cher Camarade,

Le camarade Jean TERFVE vient d'être mandaté par le Bureau Politique de notre parti pour traiter avec toi dans l'avenir, au nom de la Direction du Parti, des tâches nationales dont tu es chargé.

Tu recevras à bref délai une convocation du camarade Terfve.

Fraternellement,
pour le Secrétariat du Parti :

R. DISPY.

II septembre 1946.
mm.

Camarade GILLIS
=====

Cher Camarade,

Le camarade Jean BORREMANS vient d'être mandaté par le Bureau Politique de notre parti pour traiter avec toi dans l'avenir, au nom de la Direction du Parti, des tâches nationales dont tu es chargé.

Tu recevras à bref délai une convocation du camarade Borremans.

Fraternellement,
pour le Secrétariat du Parti :

R.DISPY.

II septembre 1946.
mm

Camarade Rosie HOLENDER

=====

Chère Camarade,

Le camarade Jean BORREMANS vient d'être mandaté par le Bureau Politique de notre parti pour traiter avec toi dans l'avenir, au nom de la Direction du Parti, des tâches nationales dont tu es chargée.

Tu recevras à bref délai une convocation du camarade Borremans.

Fraternellement,
pour le Secrétariat du Parti :

R.DISPY.

II septembre 1946.
mm.

Camarade A. GERLO
=====

Cher Camarade,

Le camarade Jean BORREMANS vient d'être mandaté par le Bureau Politique de notre Parti pour traiter avec toi dans l'avenir, au nom de la Direction du Parti, des tâches nationales dont tu es chargé.

Tu recevras à bref délai une convocation du camarade Borremans.

Fraternellement,
pour le Secrétariat du Parti :

R.DISPY.

II septembre 1946.
mm.

Camarade MOULIN

=====

Cher Camarade,

Le camarade Bert Van Hoorick vient d'être mandaté par le Bureau Politique de notre Parti pour traiter avec toi dans l'avenir, au nom de la Direction du parti, les tâches nationales dont tu es chargé.

Tu recevras à bref délai une convocation duncamarade Van Hoorick.

Fraternellement,
pour le Secrétariat du Parti :

R.DISPY.

13 septembre 1946.

Camarades HUTSE
VAN LOO

Chers Camarades,

Le camarade R. DISPY vient d'être mandaté par le Bureau Politique de notre parti pour traiter avec vous dans l'avenir, au nom de la Direction du Parti, les tâches nationales dont vous êtes chargés.

C'est donc avec lui qu'il conviendra que vous vous mettiez en rapport pour toutes questions à poser dans le cadre de vos activités dans l'appareil central de notre parti.

Fraternellement,

Le Secrétaire-général du Parti :

R.DISPY.

46.047

BRUXELLES, le 13 septembre 1946.
BRUSSEL, den

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan mm.
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

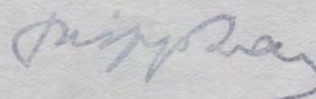
aux membres du BUREAU POLITIQUE
=====

Cher Camarade,

Un Conseil des Ministres convoqué pour
lundi matin, empêche notre Bureau Politique de se réunir
lundi prochain.

Tenant compte de nos décisions quant au
respect de la cadence adoptée pour nos réunions, et des
dispositions que chacun de nous aura prises en ce qui
concerne l'emploi de son temps, il ne nous a pas semblé
possible de remettre la réunion de lundi à un autre jour
de la semaine. -x Nous devons donc reporter la prochaine
réunion du Bureau Politique au lundi 23 courant, étant
entendu que nous ne nous réunirons pas lundi prochain?

Fraternellement,
pour le Secrétariat :


R.DISPY.